

## Recherches sociographiques



# Domination et développement au Nouveau-Brunswick

Alain Even

Volume 12, numéro 3, 1971

Minorités francophones

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055538ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055538ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Even, A. (1971). Domination et développement au Nouveau-Brunswick. *Recherches sociographiques*, 12(3), 271–318. <https://doi.org/10.7202/055538ar>

### Résumé de l'article

Le « Territoire pilote » du Nouveau-Brunswick est cette région du Nord-Est de la province qui comprend les comtés de Restigouche et Gloucester, à majorité francophone, et qui fut choisie comme terrain d'expérience en aménagement dans le cadre de la mise en application de la loi ARDA (Aménagement rural et développement agricole). Le choix de cette région pour l'étude des blocages extra-économiques au développement est loin d'être arbitraire, dans la mesure où elle présente en outre l'intérêt d'être une zone de pauvreté au sein d'un pays dont le niveau de vie est l'un des plus hauts dans le monde. Enfin, la relative petite taille de la région et l'absence de grands centres lui donnent un caractère homogène qui en facilite l'étude.

L'étude des structures sociales de la société qui occupe le territoire à aménager et l'analyse sommaire de la culture acadienne doivent nous permettre d'estimer dans quelle mesure le développement économique peut être entravé par des blocages de type culturel. Il ne s'agit pas pour nous de faire une analyse sociologique fondamentale de cette société mais de mettre en évidence combien sont imbriqués les facteurs économiques et sociaux.

Pour comprendre les attitudes de la population face au développement, il nous faut savoir qui elle est, quelles sont ses valeurs, comment elle peut réagir dans sa confrontation avec la société industrielle, quelle est sa relation avec les autres groupes sociaux qui l'entourent. Or le fait que la population du Nord du Nouveau-Brunswick soit principalement une minorité linguistique doit nous amener à dégager ce qui la particularise : *l'état de domination culturelle du groupe acadien*, à notre avis cause explicative fondamentale des difficultés économiques de la région, est ce qui ressort de l'analyse du système d'éducation et des rapports ethniques.

## DOMINATION ET DÉVELOPPEMENT AU NOUVEAU-BRUNSWICK \*

« Un aspect pertinent de l'étude du progrès économique consiste à déterminer les traits culturels qui sont compatibles et ceux qui ne sont pas compatibles avec l'innovation dans les domaines économiques et technologiques. Cette observation conduit à admettre que, dans l'étude du développement économique et technologique, les déterminants définitifs des processus de croissance ne peuvent être pleinement saisis sans traverser la frontière qui sépare l'économie de l'anthropologie sociale (...) L'étude du développement économique brise les bornes de l'économie traditionnelle et s'étend au domaine de l'analyse sociologique générale (...) Le développement économique doit être considéré comme un problème dont les dimensions recouvrent le champ de plusieurs sciences sociales. »

B.F. HOSELITZ,

*The Progress of underdeveloped area*, The University of Chicago Press, Chicago, 1962, pp. VI, VII, VIII.

Le « Territoire pilote » du Nouveau-Brunswick est cette région du Nord-Est de la province qui comprend les comtés de Restigouche et Gloucester, à majorité francophone, et qui fut choisie comme terrain d'expérience en aménagement dans le cadre de la mise en application de la loi ARDA (Aménagement rural et développement agricole). Le choix de cette région pour l'étude des blocages extra-économiques au développement est loin d'être arbitraire, dans la mesure où elle présente en outre l'intérêt d'être une zone de pauvreté au sein d'un pays dont le niveau de vie est l'un des plus hauts dans le monde. Enfin, la relative petite taille de la région et l'absence de grands centres lui donnent un caractère homogène qui en facilite l'étude.

---

\* Cet article est extrait d'une thèse de doctorat en économie du développement : Alain EVEN, *Le Territoire-Pilote du Nouveau-Brunswick ou les blocages culturels au développement économique. Contribution à une analyse socio-économique du développement*, Faculté de droit et des sciences économiques de Rennes, 1970, 474 p. L'auteur a enseigné la sociologie au département de sociologie de l'Université de Moncton de 1966 à 1969 ; il a collaboré à l'enquête du Comité spécial d'aménagement du territoire-pilote, dont beaucoup de résultats ont servi à sa thèse. Le texte présenté ici est extrait du chapitre 3 de la 2<sup>ème</sup> partie et du chapitre 1 de la 3<sup>ème</sup> partie.

L'étude des structures sociales de la société qui occupe le territoire à aménager et l'analyse sommaire de la culture acadienne doivent nous permettre d'estimer dans quelle mesure le développement économique peut être entravé par des blocages de type culturel. Il ne s'agit pas pour nous de faire une analyse sociologique fondamentale de cette société<sup>1</sup> mais de mettre en évidence combien sont imbriqués les facteurs économiques et sociaux.

Pour comprendre les attitudes de la population face au développement, il nous faut savoir qui elle est, quelles sont ses valeurs, comment elle peut réagir dans sa confrontation avec la société industrielle, quelle est sa relation avec les autres groupes sociaux qui l'entourent. Or le fait que la population du Nord du Nouveau-Brunswick soit principalement une minorité linguistique doit nous amener à dégager ce qui la particularise : *l'état de domination culturelle du groupe acadien*, à notre avis cause explicative fondamentale des difficultés économiques de la région, est ce qui ressort de l'analyse du système d'éducation et des rapports ethniques.

# 1. UNE ÉDUCATION SOUS-DÉVELOPPÉE

« Dans bien des circonstances au moins, l'éducation du peuple doit avoir la priorité sur les barrages, et les autres biens servant au développement du capital. »<sup>2</sup>

Moteur du développement, l'éducation joue un rôle considérable sur le plan économique. Le niveau de scolarisation d'une population peut être retenu comme un indice de la réalité présente mais aussi des chances d'avenir. La région, ou le pays, qui veut connaître le développement doit améliorer quantitativement et qualitativement son enseignement. Encore faut-il que cet investissement humain n'aille pas procurer des super-profits à ceux qui n'ont pas fait les investissements et se contentent d'accueillir des migrants.

L'étude de la variable éducation va nous amener à présenter l'état de la scolarisation de la population adulte et de l'actuelle population scolaire. Il nous faut également envisager l'étude des structures de l'enseignement, en particulier dans leurs liens avec la situation économique (pauvreté) et culturelle (bilinguisme). Enfin, nous mettrons en regard éducation et développe-

<sup>1</sup> Les thèses en préparation à l'Université Laval des sociologues C.-A. RICHARD et J.-P. HAUTECOEUR doivent permettre d'avancer sérieusement dans la voie d'une véritable connaissance sociologique de cette société, d'une sociologie de l'Acadie.

<sup>2</sup> J.K. GALBRAITH, *Les conditions actuelles du développement économique*, Paris, Denoël, 1962, p. 65.

ment. Une étude approfondie du système scolaire acadien serait nécessaire pour analyser le rôle joué par l'école dans la transmission des idéologies. Les manuels scolaires, l'idéologie des maîtres, les valeurs enseignées, les tabous et interdits transmis, auraient dû faire l'objet d'une analyse systématique dans le cadre de cette étude. Nous n'avons pu mener à bien une telle entreprise, faute de matériaux et de temps, mais sommes conscients du rôle qu'a joué l'école acadienne dans la mise en place de la culture actuelle.

Au Nouveau-Brunswick, le problème ethnique est venu compliquer une situation déjà précaire. *Deux systèmes d'éducation, plus ou moins parallèles, vont exister* ; la minorité, ici comme ailleurs, sera loin d'avoir la part la plus belle. La situation actuelle de l'enseignement français dans la Province prend racine dans une histoire longue et difficile.

#### a) *Historique*

Du ressort provincial, l'éducation va suivre l'histoire de la Province. Sous le régime anglais, le premier *Education Act* reconnaît, en 1802, l'impossibilité pour les parents de donner à leurs enfants une connaissance suffisante dans le domaine de la lecture et de l'écriture sans le concours de la Législature. En 1805, des écoles dépassant cette simple alphabétisation étaient créées. L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique consacre la naissance de la Confédération canadienne en 1867 ; comme toute autre Province, le Nouveau-Brunswick prend en main le domaine de l'éducation qui devient du ressort provincial.

En 1871, à une époque où avec 285,000 habitants la Province ne compte que 16% de « parlant français », est promulgué le *Common School Act*. En vertu de cette loi, le support financier de l'État n'était accordé qu'aux écoles « non sectaires », c'est-à-dire, non confessionnelles. Bien qu'aucun document ne soit formel à cet égard, ceci apparut, ou tout au moins fut perçu, comme un désavantage pour la population francophone catholique. Il semble certain que des évêques catholiques aient interdit aux parents, au moins temporairement, d'envoyer leurs enfants à l'école « neutre ». Le rapport annuel des écoles du Nouveau-Brunswick de 1873 note que pour les comtés de Gloucester, Kent, Northumberland et Victoria, l'ouverture des écoles sous le *Common School Act* a été retardée en accord avec le désir des évêques catholiques romains. En effet, à cette époque, les écoles de langue française étaient presque entièrement dirigées par le clergé catholique qui dut fermer les portes de ses écoles, et tout particulièrement celles du comté de Gloucester qui auraient été pratiquement toutes fermées. Des francophones vont, à toutes fins pratiques, être amenés à payer une double taxe, l'une pour les écoles provinciales, l'autre pour leurs écoles privées.

Il en résulte le danger que l'ignorance, la non scolarisation, deviennent une arme sacrée puisqu'elles permettent de défendre foi et langue. À une époque où les Acadiens vivent seulement de pêche, de « bûchage » et d'agriculture, le risque est grand de privilégier la seule instruction religieuse. D'aucuns pensent que les prêtres, seuls instruits dans une population quasi analphabète, vont être véritablement les « seuls maîtres après Dieu » et jouir d'un grand prestige. Responsables de l'éducation, ils vont orienter celle-ci vers l'enseignement de valeurs chrétiennes.

L'école acadienne va transmettre l'idéologie officielle de la communauté et la défense de la langue va se confondre avec celle de la foi.

Au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, les anglophones vont prendre, dès cette époque, le pas sur les francophones qui sont loin d'avoir rattrapé ce siècle de retard.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, il existait, en langue anglaise, depuis 1785, une Académie des Arts libéraux et des Sciences qui va devenir l'Université du Nouveau-Brunswick (University of New Brunswick) en 1859. Institution confessionnelle protestante, l'Académie Mount Allison Woslane deviendra l'Université Mount-Allison (Mount Allison University) en 1963 ; les catholiques de langue anglaise créeront pour leur part l'Université Saint-Thomas (St Thomas University).

Les francophones fondent en 1864 le Collège Saint-Joseph qui deviendra l'Université Saint-Joseph en 1898 ; elle se situait dans la vallée de Memramcook et desservait les francophones du Sud-Est (région de Moncton). Dans le Nord de la Province était créé le Collège du Sacré-Cœur (1899) qui obtient lui aussi le titre d'Université et qui, de Caraquet, fut transféré à Bathurst en 1915. Il restait le Nord-Ouest qui eut à son tour son collège-université, à partir de 1946, sous le nom d'Université Saint-Louis, à Edmunston. Les distances, les rivalités d'ordres religieux qui se conjuguent avec les luttes régionales (Eudistes au Nord, Sainte-Croix au Sud), les circonscriptions diocésaines, ont entraîné la dispersion de l'enseignement supérieur francophone qui ne se regroupera qu'en 1963 sous l'impulsion du gouvernement et sous le nom de l'Université de Moncton. Les structures collégiales ont été et restent encore un handicap pour les francophones.

Les enseignants, tant du primaire que du secondaire, sont formés dans une École Normale (*Teacher's College*). Totalement anglaise, celle-ci le fut jusqu'à ces dernières années où l'on vit s'ouvrir une section française à Fredericton puis une École Normale française autonome, en 1968, sur le campus de l'Université de Moncton. Pour les enseignants francophones il fallait donc, pour enseigner en français, passer par une École Normale de langue anglaise. C'est le symbole d'un système bâtard qui a vu pendant un siècle l'enseignement en langue française se faire obligatoirement avec des manuels anglais.

Le Nouveau-Brunswick ne fut guère en avance dans le domaine de l'enseignement technique. L'Institut de technologie du Nouveau-Brunswick (New Brunswick Institute of Technology) fut ouvert à Moncton en 1948 et sur les deux instituts existant en 1969, aucun n'est de langue française. Des écoles de métier (*Trade School*) sont situées dans des zones françaises dont l'une dans la région étudiée, à Bathurst ; cependant il n'existe aucun centre de formation en langue française pour les enseignants des écoles techniques, bien qu'ils enseignent, dans certains cas, en français.

Dans les années '60, le gouvernement provincial prit conscience qu'une réforme s'imposait. Deux commissions royales d'enquête furent créées : l'une avait pour mandat l'étude de la finance et de la taxation municipale, l'autre, l'enseignement supérieur.

« En 1963, le rapport de la Commission royale sur la finance et la taxation municipale, présidée par E.G. BYRNE<sup>3</sup>, a fait état de la répartition inégale des services scolaires à travers la Province et a souligné l'énorme disparité qui existait entre les services mis à la disposition des anglophones et ceux dont jouissent les francophones (...) Dans les grandes lignes, le gouvernement provincial a décidé de prendre en charge le coût de l'enseignement et d'assurer que partout dans la Province, l'éducation réponde à des normes minimales. Le budget des écoles ne sera plus fonction des revenus de l'impôt foncier scolaire, ce qui permettra de combler le grand écart financier entre les écoles francophones et anglophones. »<sup>4</sup>

En enlevant la charge de l'enseignement aux municipalités, le gouvernement était amené à supprimer les petites écoles à classe unique ou « écoles de rang ». La réforme est trop récente pour que l'on puisse en ressentir les effets mais elle ne peut être que bénéfique à long terme.

Un an plus tôt, le Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick<sup>5</sup> avait recommandé la concentration du supérieur français en une seule université de langue française, l'Université de Moncton.

Toutes ces réformes ont eu pour but d'améliorer le niveau d'éducation des francophones et nous allons voir combien il en avait et en a encore besoin.

---

<sup>3</sup> *Rapport de la commission royale sur la finance et la taxation municipale au Nouveau-Brunswick*, Fredericton, Province du Nouveau-Brunswick, 1963. (Rapport BYRNE)

<sup>4</sup> *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme*, Livre II : *L'éducation*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, pp. 105-106. (Rapport LAURENDEAU-DUNTON)

<sup>5</sup> *Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick*, Fredericton, Province du Nouveau-Brunswick, 1962. (Rapport DEUTSCH)



b) *Scolarisation*

« Défavorisés, les francophones le sont aussi sur le plan de l'éducation. Les inégalités socio-économiques sont en même temps l'effet et la cause des inégalités d'accès à la culture et à l'école. Jusqu'à la réforme du financement du système d'éducation, la pauvreté des francophones du Nouveau-Brunswick s'est répercutée sur l'enseignement et nous pouvons lire dans le rapport LAURENDEAU-DUNTON : « C'est donc à cause de leur pauvreté et non à cause de leur nature d'Acadiens que les Acadiens ont consacré moins d'argent à l'éducation. » Consacrant moins d'argent à une éducation qui leur échoit presque en totalité les Acadiens vont être dans l'ensemble très peu scolarisés. » <sup>6</sup>

Dans les secteurs français, l'instruction fut longtemps reléguée au second plan. Ce véritable retard intellectuel, bien qu'étant le fait de tout le Nouveau-Brunswick, est encore plus accentué chez les Acadiens.

*Faiblesse de la scolarisation*

Le niveau scolaire de la population du Nouveau-Brunswick est faible <sup>7</sup> et nombreux sont ceux qui ont suivi moins de cinq années de scolarité. La situation est particulièrement critique pour les comtés francophones et, par le fait même, pour le Nord de la Province. Si nous répartissons les comtés en trois strates égales, en fonction de la proportion des personnes qui ont été moins de cinq ans à l'école, la strate la moins favorable regroupe des comtés qui ont tous plus du tiers de leur population d'origine francophone.

Si nous examinons plus particulièrement la situation du Territoire pilote, elle était plus que catastrophique en 1961 :

« Le niveau général d'éducation de la population ne fréquentant pas l'école dans la région A.R.D.A. est bien en dessous de celui du Nouveau-Brunswick. Au cours de 1961, la population des comtés de Gloucester et de Restigouche ne fréquentant pas l'école se répartissait en : 15% qui n'avaient aucune instruction, 72% qui se situaient entre une et huit années de scolarité et 13% qui avaient une « neuvième année » et plus. Les taux correspondants pour le Nouveau-Brunswick étaient respectivement 9%, 69% et 22%. » <sup>8</sup>

Si nous comparons ces données avec celles du Nouveau-Brunswick et du Canada, nous ne pouvons que comprendre une partie du retard économique et social de cette région.

<sup>6</sup> A. EVEN, « Une Université sous-développée dans une région défavorisée », *La Revue de l'Université de Moncton*, mai 1969, p. 61.

<sup>7</sup> Nous estimerons la scolarisation suivant le critère canadien du nombre d'années d'études. Les examens, peu fréquents et n'ayant pas exactement le sens d'un contrôle, ne peuvent être considérés comme significatifs d'un niveau atteint.

<sup>8</sup> S. SPICER, *A preliminary Report on Education in the Arda region, Northern N.B.*, Fredericton, 1965, p. 11.



TABLEAU 1

*Niveau scolaire de la population ayant quitté l'école, 1961.*  
(en pourcentages cumulatifs)

	AUCUNE INSTRUCTION	MOINS DE 5 ANS DE SCOLARITÉ	MOINS DE 9 ANS DE SCOLARITÉ
Canada .....	6.0	14.0	50.0
Nouveau-Brunswick .....	9.0	19.0	78.0
Territoire pilote .....	14.8	34.5	87.0

SOURCE : C.S.A. (Comité Spécial d'Aménagement), *Rapport préliminaire de l'Enquête : Région Restigouche-Sud*, Ottawa, Ministère de l'expansion économique régionale, 1968, tableaux V-2 et V-3, p. 76.

Pour un pays aussi développé que le Canada, la proportion des analphabètes, ou quasi analphabètes, que l'on trouve dans cette région peut paraître incompréhensible. Néanmoins, elle est une preuve de plus que des pays riches et organisés peuvent connaître des taches au niveau du développement.

Ces personnes sans instruction sont d'autant plus liées à leur région qu'elles ne peuvent trouver du travail dans d'autres provinces, à moins d'accepter une condition sous-prolétarienne.

L'on pourrait penser que depuis 1961 la situation a beaucoup évolué ; ce serait oublier qu'une grande partie des jeunes, plus scolarisés que leurs aînés, ont quitté le Territoire pilote. L'enquête socio-économique du Restigouche-Sud a d'ailleurs révélé qu'en 1968 le temps moyen de scolarisation n'était encore pour cette région que de 6.1 années.

TABLEAU 2

*Évolution de la scolarisation moyenne, 1961-1968.*  
(en nombre d'années)

	1961	1968
Canada .....	8.1	—
Nouveau-Brunswick .....	6.5	—
Restigouche .....	5.7	—
Restigouche-Sud .....	5.5	6.1

SOURCE : C.S.A., *Rapport préliminaire de l'Enquête*, op. cit., tableau V-4, p. 76.

Il apparaît donc clairement que, dans l'ensemble, *notre population est sous-éduquée* et ceci d'autant plus que l'école était et est encore d'une qualité plus que médiocre. Ce manque d'instruction a de nombreuses conséquences sur cette population qui, assez frustrée, va avoir une confiance presque aveugle dans les élites plus instruites, et en particulier dans le clergé, et un manque total de confiance en elle-même. Il n'est pas rare que l'on se fasse dire au cours d'une entrevue : « Nous autres, on est des ignorants ». Cette conscience, si elle peut permettre d'espérer que les jeunes vont tenter de se sortir de cet état, conduit aussi à ne pas avoir besoin de savoir grand'chose pour être considéré comme un « savant ». Les jeunes se sentent très vite instruits, ayant très peu de points de référence dans la population adulte.

L'ignorance ne facilite guère l'aménagement du territoire et le développement, d'autant plus que les élites sont elles-mêmes sous-instruites. Les plus scolarisées sont passées par le collège qui, bien que considéré comme universitaire, donnait, selon l'avis de ceux qui le critiquent, une formation assez primaire et surtout assez fermée. Ces collèges avaient deux buts : préparer des jeunes à la prêtrise ou à la vie religieuse et assurer la formation de quelques « professionnels » (*professionnal*).

L'Université du Sacré-Cœur, aujourd'hui Collège de Bathurst, a accordé 728 baccalauréats ès arts de 1920 à 1962. Sur la liste des occupations connues, on note 221 prêtres, 70 médecins, 30 avocats et 204 hommes d'affaires.<sup>9</sup> Que la seule institution supérieure du Nord du Nouveau-Brunswick ait pu former plus de prêtres que d'hommes d'affaires, au sens le plus large, montre bien où était le prestige. La science, elle, fut ramenée à la seule médecine.

Nous avons là une très belle illustration de la thèse de Merton<sup>10</sup> qui, prolongeant Weber,<sup>11</sup> nous montre que les protestants ont une propension beaucoup plus élevée à fréquenter les écoles scientifiques. Si l'on en croit Merton, le puritanisme a encouragé la création de maisons d'enseignement où l'étude des matières scientifiques était plus importante, tandis que les catholiques s'accrochaient aux études classiques. Cette thèse se vérifie au Canada, qu'il s'agisse de l'Ontario, du Québec ou du Nouveau-Brunswick. C'est certainement une des variables qui est entrée en jeu et peut expliquer, en partie, le retard économique de la société française (catholique) par rapport à la société anglaise (protestante). Loin de nous l'idée de par trop simplifier Weber ou Merton et faire de la dimension religieuse la cause fondamentale et première du retard économique de certains pays ou régions. Il n'en reste

<sup>9</sup> Rapport DEUTSCH, *op. cit.*, p. 43.

<sup>10</sup> R.K. MERTON, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 2<sup>e</sup> édit., 1965.

<sup>11</sup> M. WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

pas moins vrai que le religieux est venu, avec d'autres faits sociaux, se conjuguer à l'économique et a facilité plus ou moins le développement.

L'enseignement traditionnel des collèges catholiques, qui avaient souvent un côté petit-séminaire, pèse encore très lourdement sur la société francophone du Nouveau-Brunswick dont les élites sont presque tous des hommes de lois, ou des médecins. Les institutions acadiennes sont gérées par des hommes qui ont reçu cette formation traditionnelle. L'Université de Moncton, elle-même, avait en 1969 un comité exécutif dont trois membres sur cinq étaient des hommes de lois.

Devant la longue tradition d'une élite « clérico-professionnelle », on est en droit de se demander si le développement ne pourra se réaliser qu'avec la naissance d'une nouvelle élite formée dans une perspective plus dynamique. Et pourtant, la structure collégiale encourage encore les études para-classiques puisque la Faculté des arts de l'Université de Moncton comptait 1,306 inscriptions en 1968-69 alors que la Faculté des sciences devait se contenter de 321 étudiants.<sup>12</sup>

Si l'Acadie, et en particulier le Nord du Nouveau-Brunswick, veut réaliser son développement, elle devra s'assurer que la formation qu'elle procure aux jeunes leur donne suffisamment de dynamisme et d'esprit d'initiative. Quelles que soient les études entreprises, elles devront permettre de développer les qualités novatrices et non les étouffer dans un système d'enseignement qui éliminerait systématiquement tout ce qui serait susceptible de donner trop d'idées aux jeunes.

N'est-ce pas une mutation totale que doit connaître la région en matière d'enseignement, si elle veut sortir de l'ignorance et du conformisme qui sont liés à une sous-instruction ?

#### *Scolarisation supérieure des femmes*

Contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays, la scolarisation des femmes est plus poussée que celle des hommes. Très rurale, la région avait d'autant plus besoin du travail de ses hommes que les familles étaient nombreuses. Les filles restant à la maison pouvaient continuer d'aller à l'école, ce qui peut expliquer cette inégalité des sexes devant l'instruction. Pour une fois le « sexe faible » l'emporte, sauf au niveau universitaire où les hommes retrouvent leurs droits ancestraux.

---

<sup>12</sup> La Faculté des arts comprend le Collège Saint-Joseph (Moncton), le Collège de Bathurst, le Collège Jésus-Marie (Shippegan), le Collège Saint-Louis (Edmunston), le Collège Maillet (Saint-Basile); la Faculté des sciences est située uniquement sur le campus de Moncton. (*Annuaire de l'Université de Moncton*, 1969-70, p. 300).

TABLEAU 3

*Répartition des scolarisés selon le sexe, Territoire pilote, 1961.*

		POPULATION TOTALE (5 ANS ET PLUS)	ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE	SECONDAIRE	UNIVERSITÉ
		%	%	%	%
GLOUCESTER	M ....	51	51	44	77
	F ....	49	49	56	23
	Total	100	100	100	100
RESTIGOUCHE	M ....	50	51	46	72
	F ....	50	49	54	28
	Total	100	100	100	100

SOURCE : B.F.S., *Recensement du Canada*, 1961, Volume I, partie 2, tableau 74.

Les filles sont en moyenne plus instruites que les garçons, du fait de leur plus grand nombre au niveau des études secondaires. C'est ainsi qu'en 1961, pour le Territoire pilote d'aménagement, on trouvait 30% des filles qui terminaient leurs études secondaires (douzième année) contre 20% pour les garçons.<sup>13</sup> Cette disparité entre les sexes est encore très actuelle. En 1968, pour la région du Restigouche-Sud, les chiffres étaient toujours très parlants.

TABLEAU 4

*Degré de scolarisation, selon le sexe, dans le Restigouche-Sud, 1968.  
(en pourcentages cumulés)*

SEXE	AUCUNE SCOLARITÉ	MOINS DE 5 ANS	MOINS DE 9 ANS	MOINS DE 13 ANS	TOTAL
Masculin .....	13	35	76	95	100
Féminin .....	08	18	78	97	100

SOURCE : C.S.A., *Rapport préliminaire de l'Enquête*, op. cit., tableau V-5, p. 78.

<sup>13</sup> A Report on the rural development pilot research region, northern New Brunswick, Toronto, Lockwood Survey Corporation, 1965, V, III, p. 54. (Rapport HUNTING.)

Les échecs plus importants chez les garçons que chez les filles tendent à confirmer la thèse du handicap culturel. Les femmes plus scolarisées ont transmis à leurs filles un modèle où le savoir a sa place ; par contre, les hommes n'ont pu être pour leurs fils des modèles facilitant la réussite scolaire.

TABLEAU 5

*Échecs scolaires pour les grades 9 à 12, selon le sexe, Territoire pilote, 1966.*

	GARÇONS %	FILLES %
Gloucester .....	28.0	22.0
Restigouche .....	23.0	18.0
Total : Territoire pilote .....	25.4	20.2

SOURCE : *Rapport annuel du Département d'éducation du Nouveau-Brunswick*, Fredericton, Province du Nouveau-Brunswick, 1966.

Les hommes de la communauté, souvent sans instruction, ont donné une image du statut d'homme qui reléguait quelque peu l'instruction au rayon des accessoires féminins. Le savoir-faire à transmettre aux jeunes gens fut longtemps celui du bûchage et de la pêche, tâches où les connaissances acquises à l'école servaient peu. L'instruction, en faisant partie du rôle de la femme, s'est en quelque sorte féminisée. Le fait que les jeunes filles réussissent, dans l'ensemble, beaucoup mieux à l'école et à l'université n'est peut-être que la conséquence logique de l'association femme-école véhiculée comme image par la culture acadienne.

Un tel déséquilibre au niveau de l'éducation ne peut avoir que des conséquences très importantes au niveau familial et social. Les femmes vont souvent occuper des postes plus importants et plus rémunérés que leurs maris. Dans bien des cas, les jeunes filles instruites qui sont restées au pays vont être obligées d'accepter une véritable « mésalliance intellectuelle ». Il n'est pas rare de trouver dans cette région des enseignantes mariées à des hommes qui sont « sur le chômage » une bonne partie de l'année.

Cette situation va accentuer le prestige de la femme dans une société où les hommes ne sont jamais les héros : la patronne de l'Acadie n'est-elle pas la Vierge, et son héroïne, une jeune fille, Évangéline ? Au sein du foyer, les fonctions domestiques qui demandent des qualités administratives vont être remplies par la femme (courrier, budget, rapports avec les institutions, etc.), ce qui accentue sa valorisation au sein de la famille.

« Une telle situation pourra à son tour affecter les attitudes et comportements des enfants face à l'école. Nous pouvons nous demander si l'inégalité du temps de scolarité entre garçons et filles n'est pas transmissible, si les filles n'obéissent pas au modèle féminin intériorisé de fréquentation plus longue de l'école (...) La tendance à la mobilité géographique et professionnelle sera plus forte chez les filles que les garçons comme conséquence de l'inégalité scolaire, et particulièrement dans un milieu rural ou semi-urbain où les emplois dans le secteur des services sont moins nombreux qu'en milieu urbain. » <sup>14</sup>

Au niveau du développement, cette primauté de la femme a son importance car elle est plus attachée que l'homme aux modèles anciens. Gardienne de la tradition, elle facilitera d'autant moins le changement qu'elle a plus de pouvoir. Il faut cependant noter ici que les religieuses, qui ont joué un grand rôle dans cette région, connaissent une évolution très rapide et pourraient être, dans certains cas, des modèles de changement au sein d'une société où tout ce qui a un caractère religieux a conservé une grande autorité.

Le niveau scolaire de la population est donc relativement bas, mais on peut imaginer une situation scolaire des jeunes bien différente de celle de leurs aînés. Tout d'abord, cette population scolaire est nombreuse du fait de la forte natalité. L'étude démographique nous a montré que les moins de quinze ans représentaient environ la moitié de la population. <sup>15</sup>

### *Fréquentation scolaire*

Si en bas âge cette population est entièrement scolarisée (ceci à partir de 6-7 ans), ce n'est plus le cas dès que l'âge légal de fin d'études est atteint :

« En 1961, presque tous les individus du groupe d'âges 10 à 14 ans (95.4%) fréquentaient l'école. La valeur correspondante pour le groupe d'âge 15 à 19 ans n'était que de 49.7%, montrant clairement qu'un très grand nombre d'individus abandonnait l'école dès qu'ils avaient atteint l'âge légal pour abandonner leurs études. » <sup>16</sup>

<sup>14</sup> C.S.A., *Rapport préliminaire de l'enquête*, op. cit., p. 79.

<sup>15</sup> Étude correspondant au chapitre 2 de la deuxième partie de la thèse, pp. 72-108.

<sup>16</sup> Rapport HUNTING, op. cit., volume III, p. 60.

TABLEAU 6

*Inscriptions scolaires dans le Territoire pilote, 1951, 1961.*

GROUPES D'ÂGES	1951 %	1961 %
5 - 9 ans .....	—	66.5
10 - 14 ans .....	—	95.4
15 - 19 ans .....	35.9	49.7
20 - 24 ans .....	—	5.0

SOURCE : Rapport HUNTING, *op. cit.*, III, p. 60.

Malgré une amélioration sensible de 1951 à 1961, il reste que la moitié de la population âgée de quinze à dix-neuf ans ne fréquentait plus l'école en 1961. En 1964-65 les jeunes de quinze à dix-huit ans se trouvant sur le marché du travail étaient encore très nombreux.

TABLEAU 7

*Jeunes de quinze à dix-huit ans sur le marché du travail, 1964-1965.*

	ÉCOLES %	MARCHÉ DU TRAVAIL %	TOTAL DES 15-18 ANS %
Nouveau-Brunswick .....	68.8	31.2	100
Gloucester .....	59.1	40.9	100
Restigouche .....	61.7	38.3	100

SOURCE : *Rapport sur le développement en éducation*, Fredericton, Province du Nouveau-Brunswick.

Si, en 1961, le Canada avait environ 18% de sa population entre quinze et vingt-quatre ans qui fréquentaient l'école, le collège ou l'université, cette proportion tombait à 15% au Nouveau-Brunswick, à 12% pour le Restigouche et à 9% pour le Gloucester.

TABLEAU 8

*Indices de fréquentation scolaires (grades 10 et plus),  
population de quinze à vingt-quatre ans, 1961.*

	FRÉQUENTATION SCOLAIRE	
	%	Indice
Canada .....	17.7	100
Nouveau-Brunswick .....	15.0	85
Gloucester .....	12.0	68
Restigouche .....	9.4	53

SOURCE : B.F.S., *Recensement du Canada*, 1961.

Cette scolarisation plus faible, à tous les niveaux, de la jeunesse du Territoire pilote peut trouver son explication dans la dimension ethnique. Il apparaît de façon évidente que les jeunes Acadiens quittent plus vite l'école que leurs condisciples anglophones : c'est un des signes de l'inégalité ethnique existant au Nouveau-Brunswick.<sup>17</sup> Bien que se situant à l'extérieur du Territoire pilote, le cas de Moncton est des plus significatif. En 1967, pour la première année d'école (grade 1) nous trouvons dans les établissements scolaires une proportion d'Anglais (61%) et de Français (39%) sensiblement égale à celle de la population ; tandis qu'au grade 9 (9ème année de scolarité) les jeunes francophones ne représentent plus que 29% de l'ensemble.<sup>18</sup>

Si les francophones fréquentent moins l'école, c'est tout d'abord pour des motifs d'ordre culturel. La non-valorisation de l'enseignement s'est transmise de génération en génération. De plus, le système scolaire qui a imposé, et impose encore, dans une grande mesure, d'étudier en français avec des manuels anglais ne peut créer que des conflits psychoculturels. Les élèves francophones ont, en quelque sorte, une tâche double par rapport aux anglophones dans la mesure où ils doivent assimiler leurs connaissances par le biais de deux systèmes linguistiques différents. À côté des raisons d'ordre culturel, des explications économiques peuvent être apportées. Les comtés

<sup>17</sup> Voir plus loin : *Inégalités socio-économiques* et tout particulièrement la situation scolaire selon la dominante ethnique des comtés (tableau 21, p. 309).

<sup>18</sup> Données recueillies auprès de la Commission scolaire n° 15, Moncton, 1967.



francophones sont manifestement les plus pauvres et les enfants sont naturellement amenés à quitter l'école plus tôt.

Les jeunes du Territoire pilote fréquentent donc moins l'école que leurs condisciples du reste du Nouveau-Brunswick et du Canada et lorsqu'ils y vont, ils y connaissent davantage l'échec. Si, en 1967, on recensait pour le Nouveau-Brunswick 19% d'échecs pour les élèves des grades 9 à 12 (quatre dernières années du secondaire), la proportion était de 24% pour le Territoire pilote.

TABLEAU 9

*Indices d'échecs scolaires, grade 9 à 12, 1967.*

	ÉCHECS SCOLAIRES	
	%	Indice
Nouveau-Brunswick .....	18.8	100
Territoire pilote .....	23.7	126
Gloucester .....	24.6	131
Restigouche .....	22.6	120

SOURCE : *Annual Report of the Department of Education, Fredericton, Province of New Brunswick, 1967.*

La faiblesse relative de la fréquentation scolaire au sein du Territoire pilote est à l'image de celle de la population francophone du Nouveau-Brunswick.

#### *Enseignement technique*

Les écoles de métier (*Trade School*) et les Instituts de technologie (*Institute of Technology*) connaissent une augmentation très sensible des inscriptions depuis ces dernières années. Si l'on considère également l'enseignement technique donné dans les écoles secondaires, tant en cours du soir qu'en cours du jour, c'est une progression de 37.6% que la Province a connue de 1962 à 1966.

TABLEAU 10

*Évolution des inscriptions dans l'enseignement technique  
au Nouveau-Brunswick, 1962-1966.*

	ÉCOLES SECONDAIRES COURS TECHNIQUES		INSTITUTS DE TECHNOLOGIE ET ÉCOLES DE MÉTIER (Jour et Soir) N	TOTAL N
	Jour N	Soir N		
1962-63 .....	6,175	6,639	1,032	14,386
1965-66 .....	8,182	9,188	2,426	19,796
Augmentation (%)	21.8	38.4	135.1	37.6

SOURCE : *Rapport annuel du Département d'éducation du Nouveau-Brunswick, op. cit., 1967, p. 269.*

Cette augmentation, plus que sensible, est due en partie à la croissance de la population scolaire mais aussi à une meilleure orientation et à la reconnaissance de la valeur d'un entraînement spécifique pour le travail industriel. Le retard de l'enseignement technique du Nouveau-Brunswick est encore considérable, puisque le rapport entre les inscriptions universitaires et les inscriptions techniques étaient de dix pour un en 1968-69 dans cette province, contre cinq pour un sur l'ensemble du Canada. Rappelons cependant qu'en 1963-64 le rapport était de vingt et un pour un au Nouveau-Brunswick et de neuf pour un au Canada, ce qui ne fait, en gros, que cinq ans de retard pour la Province.<sup>19</sup>

Il faut noter que dans la région du Nord-Est un faible pourcentage d'étudiants est inscrit aux cours techniques. Le comté de Gloucester n'en compte que 7.7% et celui de Restigouche, 4.1%. Ceci peut être dû au fait que la région possède une seule école technique (*trade school*) à Bathurst et que celle-ci est occupée à pleine capacité. De plus, malgré la présence de nombreuses usines de pâte à papier et du complexe sidérurgique de Belledune, il semble que le technique lié à l'industrie ne soit pas encore valorisé dans une région foncièrement rurale.

<sup>19</sup> Commission de l'enseignement supérieur du Nouveau-Brunswick, *Un regard vers l'avenir*, Fredericton, Province du Nouveau-Brunswick, 1969, tableau II, p. 51.

Malgré l'évolution de ces dernières années, peu de jeunes sont donc attirés par le technique.

### *Enseignement supérieur*

Le supérieur au Nouveau-Brunswick, c'est tout ce qui est supérieur au grade 12, c'est-à-dire à la fois le collégial et l'universitaire. Le Nouveau-Brunswick connaît depuis ces dernières années une croissance assez importante de l'enseignement supérieur. Cependant l'écart entre cette province et le reste du Canada a augmenté de 1957 à 1967.

TABLEAU 11

*Fréquentation des universités et collèges, groupe d'âges 18-21 ans,  
Canada et Nouveau-Brunswick.*

ANNÉE UNIVERSITAIRE	CANADA		NOUVEAU-BRUNSWICK		ÉCART
	%	Indice	%	Indice	%
1956-57 .....	8.8	100	7.6	86	— 14
1961-62 .....	14.7	100	9.1	62	— 38
1966-67 .....	17.7	100	11.3	64	— 36

SOURCE : M. HODY, *Mise à jour du rapport de la commission royale sur l'éducation*, 1967, (non publié).

Le Nouveau-Brunswick, loin de rattraper son retard par rapport à la moyenne nationale, voit le pourcentage des jeunes qui se dirigent vers les institutions d'enseignement supérieur continuer à baisser par rapport à l'ensemble du Canada ; le rattrape des cinq dernières années, bien qu'encourageant, est trop faible pour renverser la tendance.

Si la Province connaît une telle situation c'est surtout à cause de la population francophone. En effet, en 1961, si 40% des jeunes de dix-huit à vingt ans étaient francophones, ces derniers ne représentaient que 30% de la population étudiante. Il faut cependant tenir compte de la jeunesse de l'Université de Moncton qui, loin d'avoir l'importance de l'U.N.B. (University of New Brunswick), connaît une progression plus que sensible.

TABLEAU 12

*Répartition des étudiants du Nouveau-Brunswick dans les institutions supérieures de cette province, 1966-68.*

INSTITUTIONS	1966-67	1967-68	CROISSANCE	
	N	N	N	%
University of New Brunswick .....	2,451	2,747	296	
St. Thomas University .....	306	385	79	
Total du campus de Fredericton .....	2,757	3,132	375	
Mount Allison University, Sackville	381	466	85	
Total des institutions anglophones ..	3,138	3,598	460	14.6
Université de Moncton .....	426	532	106	
Collège Saint-Joseph .....	286	305	19	
Total du campus de Moncton .....	712	837	125	
Collège Saint-Louis (Edmunston) et Collège Maillet (Saint-Basile) .....	255	301	46	
Collège de Bathurst et Collège Jésus-Marie (Shippegan) .....	311	390	79	
Total des institutions francophones	1,278	1,528	250	19.5

SOURCE : *Un regard vers l'avenir, op. cit.*, tableau 5, p. 22.

Cette augmentation des inscrits, proportionnellement plus grande dans les institutions supérieures francophones, est un indice du retard accumulé pendant de nombreuses années ; ce retard est d'ailleurs loin d'être comblé. Avec 29.8% des étudiants du Nouveau-Brunswick inscrits en 1967-68, les institutions francophones de la Province ne connaissent pas la faveur à laquelle elles pourraient prétendre, si l'on considère que près de 40% des étudiants potentiels sont de langue maternelle française. Ce décalage peut s'expliquer, en partie, par le fait que des étudiants francophones s'inscrivent plus facilement dans des institutions anglophones que l'inverse, mais leur nombre reste minime.

Au sein du Territoire pilote, deux collèges d'enseignement supérieur sont affiliés à l'Université de Moncton, le Collège de Bathurst et le Collège

Jésus-Marie à Shippegan. Ces deux institutions ne comprenaient, en 1964-65, que 256 étudiants au niveau collégial (Belles-Lettres, Rhétorique, Philosophie I et Philosophie II) et l'on en prévoit 610 pour 1971-72<sup>20</sup>. Cette progression est substantielle, compte tenu du fait de l'attraction du campus de Moncton qui offre un choix beaucoup plus étendu à l'étudiant, mais l'enseignement collégial peut-il véritablement rivaliser avec l'université ?

Il reste qu'au niveau de l'enseignement supérieur les francophones du Nouveau-Brunswick, et en particulier ceux de notre région, connaissent un retard qui contribue à leur état de dépendance.

Si les populations francophones du Nouveau-Brunswick et du Territoire pilote sont relativement si peu scolarisées, cela tient en partie aux structures de l'enseignement en français qui sont liées, comme nous l'avons vu, à l'histoire de la Province et à la dualité ethnique.

### c) *Structures de l'enseignement*

Si les francophones sont moins scolarisés et moins nombreux à l'école, s'ils quittent plus tôt l'école, il se trouve également que :

« Les élèves des écoles francophones réussissent beaucoup moins bien que ceux des écoles anglophones (...) Au cours des trois années qui ont fait l'objet de l'étude, une mention sur huit a été délivrée à un francophone. Si l'on se rappelle qu'au Nouveau-Brunswick plus d'un enfant sur trois est francophone, la disparité des résultats devient convaincante. »<sup>21</sup>

Bien que nous soyons conscients qu'il est impossible de tirer des conclusions fermes en comparant le rendement d'élèves de groupes culturels différents, à cause de l'effet sur eux des facteurs d'ordre socio-économique,<sup>22</sup> il nous faut chercher une explication à cet état de fait. Il est clair que le manque d'instruction des parents et leur pauvreté ne sont pas faits pour faciliter le rendement scolaire, les enfants ne trouvant pas dans leur famille les impulsions et les modèles nécessaires. Cependant les structures mêmes de l'enseignement au Nouveau-Brunswick ne facilitent guère la réussite des francophones.

### *L'héritage de la pauvreté*

Nous avons vu qu'avant la réforme de l'enseignement faisant suite au Rapport Byrne (1963), les écoles françaises avaient beaucoup moins de ressources que les écoles anglaises.

<sup>20</sup> *Un regard vers l'avenir, op. cit.*, tableau 6, p. 34.

<sup>21</sup> Rapport LAURENDEAU-DUNTON, *op. cit.*, Livre II, p. 105.

<sup>22</sup> *Idem*, p. 104.

« La dépense moyenne par élève est l'une des statistiques les plus révélatrices d'un système scolaire. En 1960, le coût par élève était de 147 dollars dans les trois comtés à majorité francophone alors qu'il était de 208 dollars dans les six comtés anglophones. Ces chiffres expriment tout l'écart qui sépare les écoles anglophones des écoles francophones et dont on trouve l'explication principale dans le fait que les comtés francophones sont des comtés pauvres. Les écoles des comtés francophones ont été les victimes du rendement plus faible de la taxe foncière et les subventions de la Province n'ont pas rétabli l'équilibre ; bien plus, elles ont souvent favorisé des écoles déjà mieux pourvues. En 1961, les écoles des comtés à forte majorité francophone ont reçu en moyenne des subventions d'un peu moins de 40 dollars par élève, contre un peu plus de 55 dollars par élève versés aux écoles des comtés à forte majorité anglophone. » <sup>23</sup>

Cette pauvreté des écoles acadiennes était donc, en quelque sorte, entretenue par le système qui prévalait dans la Province. Quelques années de réforme n'ont pu effacer tout cet héritage.

La pauvreté des écoles n'était que le reflet de celle de la population. Population qui n'a pu faire tous les efforts nécessaires en matière d'éducation parce qu'elle était pauvre mais aussi parce que la « culture du paupérisme » <sup>24</sup> ne peut entraîner les individus à valoriser l'éducation. Les forces obscurantistes viennent lutter contre l'éducation qui, à bien des égards, signifie alors émancipation mais aussi rupture avec la société.

*La pauvreté de la population a freiné le développement de l'éducation.*

### *Le bilinguisme*

Au Nouveau-Brunswick, être pauvre c'est un peu être francophone c'est-à-dire, en d'autres termes, bilingue. En effet, le système scolaire impose au francophone d'être bilingue.

« Les examens sont conçus et corrigés au ministère et, dans bien des matières, anglophones et francophones subissent le même examen. » <sup>25</sup>

Cet examen bien évidemment a été conçu pour des élèves anglais, ce que sont supposés être en grande partie les élèves français :

« (...) pour compléter ce tableau, rappelons que les élèves acadiens doivent, en plus des matières prévues au programme des écoles anglophones, apprendre à maîtriser une deuxième langue : l'anglais. » <sup>26</sup>

Cette situation, qui est souvent très mal perçue par les Acadiens eux-mêmes, a déjà fait l'objet de nombreuses mises en garde auxquelles nous ne pouvons que nous associer pour avoir enseigné à l'Université de Moncton.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> O. LEWIS, « Un sociologue chez les damnés », *Le Nouvel Observateur*, Paris, 5 avril 1967.

<sup>25</sup> Rapport LAURENDEAU-DUNTON, *op. cit.*, Livre II, p. 104.

<sup>26</sup> *Idem*, p. 107.

« Les étudiants sont issus d'un enseignement secondaire que l'on ne peut baptiser que *High School*, parce que sa structure est anglaise. Combien de temps faudra-t-il pour faire comprendre que la langue et la pensée sont *indissociables* (...) Or l'élève francophone du Nouveau-Brunswick travaille en anglais, réfléchit en anglais ; il est de culture anglaise. L'affirmation n'a rien d'exagéré. Dans les « *high school* » français de Moncton, on parle anglais en récréation, souvent en classe. L'adolescent n'admet pas sa langue maternelle parce qu'il la connaît *très mal*, qu'il en a honte (...) L'élève travaille sur des manuels anglais, ce qui est la forme la plus efficace de l'assimilation (...) En rentrant à la maison, il se plonge dans des revues ou illustrés de langue anglaise ; il écoute la radio ou regarde la télévision anglaise ; en ville, il fait ses achats en anglais (...) Non seulement le « *high school* » est de structure anglaise, mais ses portes s'ouvrent sur le monde anglais. » 27

Ce bilinguisme de fait de la population francophone, s'il est indispensable pour la survie économique de cette communauté, est une entrave à son épanouissement culturel. Cette situation se retrouve au niveau de l'enseignement supérieur et nous avons pu écrire :

« L'Université va connaître les contradictions de la société dans laquelle elle se trouve. On ne saurait trop insister sur le problème de la langue. Il n'est de secret pour personne, que, bien qu'officiellement française, l'Université de Moncton offre des cours de langue anglaise dans plusieurs disciplines sans que cette contradiction qui reflète celle de la population francophone du Nouveau-Brunswick en cette matière, apparaisse comme évidente à cette population et pourtant nous pouvons lire au paragraphe 492 du Livre II du Rapport Laurendeau-Dunton : « En Amérique du Nord, le recours à des manuels en langue française est d'une impérieuse nécessité pour les étudiants francophones, notamment dans les cours d'introduction à une discipline, et cela pour des raisons qui dépassent la question de terminologie. La langue est plus qu'un moyen d'expression. Elle est liée au processus de la pensée, à la manière dont nous formons nos idées. Un étudiant francophone qui prend contact avec une discipline nouvelle dans une langue autre que la sienne risque l'inhibition, non seulement dans l'usage de la langue, mais aussi dans l'aptitude à penser conformément aux mécanismes de sa propre culture ». Ce problème nous paraît particulièrement grave pour l'avenir intellectuel des étudiants lorsque l'on sait qu'à l'Université Laurentienne de Sudbury (Université bilingue) en 1960-61 il se donnait 32 cours en français et 35 cours en anglais, tandis qu'en 1965-66, il se donnait 37 cours en français et 153 en langue anglaise. » 28

Ce statut linguistique « bâtard » de l'étudiant francophone est une des causes essentielles du niveau culturel plus bas des Acadiens. Une des clefs du sous-développement de cette région réside dans la dimension ethno-

27 M. FAURE, « L'Université de Moncton et la francophonie des Maritimes », Dossier présenté par le comité mixte de l'Association des professeurs de l'Université de Moncton Inc. et de la Fédération des étudiants de l'Université de Moncton à la Commission d'étude sur les relations entre les Universités et les Gouvernements, Moncton, 1969, pp. 13-14.

28 A. EVEN, « Une université sous-développée dans une région défavorisée », *op. cit.*, p. 62.

culturelle. L'éducation est une des plus belles manifestations de l'ambiguïté linguistique et culturelle dans laquelle vit cette population. À notre avis, c'est une des questions les plus graves qui se pose à la communauté acadienne, celle de son statut linguistique. Nous l'avons déjà affirmé :

« Le choix doit être pris en connaissance de cause. Quelle vertu pourrait avoir la seule langue française si elle était la cause du maintien de cette population dans la pauvreté et parfois dans l'ignorance ? Quelle serait la vertu de la langue anglaise si elle n'avait comme unique résultat que la réussite économique de ceux qui l'adopteraient ? Il s'agit avant tout de chercher le meilleur épanouissement de l'homme et, s'il doit passer sur le continent Nord-américain par la connaissance de l'anglais, que non seulement on n'arrête pas l'anglicisation mais qu'on l'accélère. Par contre, si la communauté francophone doit conserver sa langue pour que ses membres puissent non seulement garder les valeurs qui leur sont propres mais les épanouir, qu'une politique énergique soit prise pour permettre que le choix soit un véritable choix, c'est-à-dire qu'il puisse être possible. »<sup>29</sup>

*Le bilinguisme scolaire apparaît de façon certaine comme un handicap sérieux tant en matière d'éducation que de développement.*

### *Les enseignants*

Le personnel enseignant va hériter de cette double situation, la pauvreté des écoles et le bilinguisme :

« La faiblesse des moyens financiers des écoles acadiennes a eu comme corollaire une formation pédagogique moins poussée de leur personnel enseignant (...) Tout ne se ramène évidemment pas à des problèmes d'argent. Les maîtres des écoles de la minorité linguistique doivent avoir acquis une formation pédagogique appropriée. Il va de soi que la plupart d'entre eux sont des Acadiens, car peu d'anglophones possèdent la préparation voulue pour enseigner en français. Jusqu'à récemment pour obtenir un brevet d'enseignement, il fallait deux années d'études après le secondaire au Provincial Teacher's College de Fredericton. On a fait quelques efforts pour tenir compte des étudiants acadiens qui se destinaient à une carrière dans les écoles « bilingues » ; la moitié de leurs cours étaient en français (...) La situation était plus déplorable encore au niveau secondaire, car tout l'enseignement du Teacher's College se donnait en anglais. »<sup>30</sup>

Les enseignants francophones ont donc connu pour la plupart ce système qui les formait partiellement ou totalement en anglais pour les envoyer ensuite enseigner en français.

Il est aisé de comprendre que ce type de formation n'eut pas beaucoup de succès et que les écoles durent recruter une grande partie de leurs instituteurs et professeurs sans qu'ils aient acquis une formation suffisante. Nombreux sont ceux qui n'ont pas terminé leurs secondaires. Ce personnel

<sup>29</sup> A. EVEN, « Peut-on être français en Amérique du Nord ? », *Réalité-Avenir*, Halifax, A.J.F.A.N.E., 1969.

<sup>30</sup> Rapport LAURENDEAU-DUNTON, *op. cit.*, Livre II, pp. 107-108.



obtenait l'autorisation d'enseigner grâce à une « licence locale » (*local permit*) accordée à ceux qui n'avaient pas un certificat de l'école normale ou un diplôme universitaire.

Nous ne serons pas étonnés de voir le Nord-Est battre le record des « licences locales ». Le Rapport Spicer note qu'en 1964, à l'exception de Bathurst, Dalhousie et Campbellton, les deux comtés de Restigouche et de Gloucester ont le plus haut pourcentage d'instituteurs peu et non qualifiés.<sup>31</sup> Par ailleurs, il se trouve que le nombre de « licences locales » est loin de diminuer car, si les diplômés sont plus nombreux, les postes offerts augmentent encore dans une proportion plus grande. Ainsi, en 1966-67, l'on recensait cent trente-six « licences locales » dans le Gloucester et soixante-dix-neuf dans le Restigouche pour les seuls enseignants français.<sup>32</sup> Cette situation peut devenir dramatique dans certains secteurs encore plus isolés comme dans la région de Kedgwick — Saint-Quentin où, pour 1967-68, sur un total de quatre-vingt-treize enseignants l'on dénombrait trente-huit *local permits* (licences locales) alors que ceux qui avaient acquis une formation d'au moins deux ans après le secondaire (certificat 2), ne dépassaient pas vingt-huit.

TABLEAU 13

*Échelle de qualification des enseignants du Restigouche-Sud, 1967-1968.*

QUALIFICATION DÉCROISSANTE	N	Fréquence cumulée %
Certificat 5 .....	3	3
Certificat 4 .....	5	8
Certificat 3 .....	6	15
Certificat 2 .....	14	31
Certificat 1 .....	9	41
<i>Teacher's licence</i> .....	10	52
<i>Second class</i> .....	4	56
<i>Third class</i> .....	2	58
<i>Local permit</i> .....	38	198
Sans réponse .....	2	
TOTAL .....	93	100

SOURCE : C.S.A., *Rapport préliminaire de l'enquête, op. cit.*, tableau V-12, p. 85.

<sup>31</sup> S. SPICER, *op. cit.* ....

<sup>32</sup> Rapport annuel du Département de l'éducation du Nouveau-Brunswick, *op. cit.*

Lorsque l'on songe que ces écoles fournissent un enseignement jusqu'au grade 12, dernière année avant l'entrée au collège ou à l'université, on peut être perplexe sur la formation reçue. Les élèves ont en effet, dans ce cas particulier, seulement 15% de leurs enseignants qui ont plus de deux ans de formation après cette « terminale » qu'est la douzième année. Cette situation qui est identique pour tout le comté de Restigouche n'est guère plus favorable dans le reste du Nouveau-Brunswick. Néanmoins, les « licences locales » sont moins nombreuses.

TABLEAU 14

*Répartition des enseignants selon leur qualification 1966-1968,  
Restigouche et Nouveau-Brunswick.*

	Divers %	Local Permit %	Teacher's Licence %	Certificats 1 et 2 %	Certificats 3, 4 et 5 %
Restigouche-Sud (1967-68) .....	8	41	11	25	15
Restigouche (1966-67) .....	16	28	22	19	15
Nouveau-Brunswick (1966-67) .....	15	9	27	32	17

SOURCE : C.S.A., *Rapport préliminaire de l'enquête*, op. cit., tableau V-13, p. 86.

Cette sous-qualification des enseignants est due, en partie, à l'émigration du personnel qualifié vers des régions où les salaires sont plus importants, en particulier vers le Québec. Ainsi « dans Gloucester, en 50 ans, 100 instituteurs ont quitté le comté. »<sup>33</sup> Malgré une revalorisation des traitements des enseignants, qui vaut surtout pour le personnel qualifié et expérimenté, il reste qu'au sortir du grade 12 un enseignant peut gagner 3,850 dollars par an au Québec (1968) alors qu'avec la licence d'enseignement du Nouveau-Brunswick (*Teacher's licence*) il ne débute qu'à 2,800 (1968).

De plus, il semble que la situation de l'enseignant soit très peu valorisée. C'est un métier réservé aux femmes (dix hommes sur quatre-vingt-treize pour Kedgwick — Saint-Quentin) et qui fut longtemps celui des religieuses. Mal payée, considérée un peu comme inutile, cette occupation n'avait guère

<sup>33</sup> Rapport BYRNE, op. cit.

d'attrait. Nombreux sont encore ceux qui passent par l'enseignement avant de trouver un emploi plus prestigieux et surtout plus rémunérateur.

*Les universitaires.* Il en est, d'une certaine façon, de même au niveau supérieur. Sans parler des collègues qui sont dans l'ensemble encore sous-équipés, le campus de Moncton a un corps professoral qui a du mal à rivaliser avec les autres universités :

« En 1967-1968, l'Université de Moncton ne comptait que 19% de professeurs à plein temps possédant un doctorat. En 1968-1969, elle en compte 21% (27/129). Parmi ceux-ci, deux sur trois sont à la Faculté des sciences, ce qui laisse rêveur quant au « potentiel intellectuel » des autres Facultés ou Écoles. À U.N.B. (University of New-Brunswick) la proportion est de 43.5% (97/222). » <sup>34</sup>

Cette pénurie de personnel qualifié se double d'un manque d'universitaires d'origine acadienne qui ne représentaient en 1968-69 que 39.5% du corps professoral de l'Université de Moncton. Il faut donc faire appel aux Québécois (18.6%), aux « Français de France » (19.4%), mais aussi aux Belges, Suisses, Haïtiens, Vietnamiens, etc., et même, dans certains cas, à des anglophones, eux aussi de toutes origines. <sup>35</sup> L'université française des Maritimes reste, le plus souvent, un lieu de passage pour de jeunes professeurs (42% de moins de trente ans en 1966-69 <sup>36</sup>), qui s'en servent comme d'un tremplin pour atteindre les universités québécoises ou des emplois dans le service civil (fonction publique). Ceci est d'autant plus vrai que les salaires offerts sont à la traîne par rapport aux autres universités du Canada puisque sur quarante universités canadiennes, Moncton se trouve au quarantième rang pour toutes les catégories de professeurs. <sup>37</sup>

« Si la situation actuelle persiste, nous pourrions courir le risque non pas d'avoir trop peu de professeurs, mais trop peu de ceux qui ont un haut calibre de compétence et d'expérience. » <sup>38</sup>

*Le technique.* L'enseignement technique est dans une situation encore plus catastrophique, dans la mesure où aucun maître n'est formé en français. Les instituts techniques n'assurent aucune formation pédagogique en langue française et l'enseignement se fera presque toujours en anglais, malgré la présence de nombreux francophones.

« Prenons le cas de l'Institut de Technologie du Nouveau-Brunswick (N.B.I.T.) à Moncton, qu'on nous a cité : dans une classe où 23 élèves étaient francophones, tout se faisait en anglais. L'Institut de Bathurst, où 80% des élèves sont franco-

<sup>34</sup> L. NEVOT, *À propos du corps professoral de notre Université*, mémoire déposé auprès de l'Association canadienne des professeurs d'université, Moncton, 1969, p. 2.

<sup>35</sup> *Idem*, p. 5.

<sup>36</sup> *Idem*, p. 1.

<sup>37</sup> *Un regard vers l'avenir*, op. cit., tableau 2, p. 12.

<sup>38</sup> *Idem*, p. 13.

phones, fait exception : une bonne part de l'enseignement s'y donne en français, même si les manuels sont en anglais. » <sup>39</sup>

Au Nouveau-Brunswick, *les personnes qui enseignent en langue française, à quelque niveau qu'elles se situent, sont le plus souvent peu qualifiées.* Ceci ne les empêche pas d'avoir à affronter le problème d'enseigner en français avec des manuels anglais, ce qui, le plus souvent abâtardit un enseignement déjà déficient.

### *Les distances*

La faible densité de la population avait conduit à multiplier le nombre de petites écoles à classe unique. Depuis la réforme de l'enseignement, le ramassage scolaire a permis la création d'écoles régionales appelées le plus souvent « écoles consolidées » (*consolidated schools*). Cet effort est très coûteux pour la Province : elle doit construire de nombreuses écoles polyvalentes (section académique et section technique) qui risquent d'être très vite trop grandes. Si l'on tient compte de l'émigration et de la baisse du taux de natalité, elles ne seront remplies à pleine capacité que pendant quelques années après leur mise en service.

Les constructions scolaires sont dans l'ensemble irréprochables et ce n'est pas au niveau de l'infrastructure technique qu'il y a déficience. Les moyens de la Province ne permettent cependant pas une multiplication trop grande des bâtiments. L'implantation des complexes scolaires n'est pas facile à décider car chaque petit centre veut son école polyvalente. Les querelles entre Kedgwick et Saint-Quentin, Shippegan et Lamèque, Richibucto et Saint-Louis de Kent, sont dignes de Clochemerle. Verra-t-on des écoles en plein bois, comme il existe déjà des hôpitaux (Sainte-Anne-de-Kent) construits en pleine nature, à égale distance de deux centres, pour éviter la perte de clientèles politiques ?

La journée continue facilite le ramassage scolaire et il n'est pas rare de voir des adolescents faire beaucoup plus de 100 km (60 milles) par jour, en autobus scolaire, du fait de l'éloignement de l'école. Il faut être Canadien pour ne pas s'émouvoir du spectacle qu'offre la campagne canadienne l'hiver avec ces milliers d'enfants qui attendent l'autobus munis de leur « boîte à lunch ».

Les distances sont un handicap très sérieux pour l'Université de Moncton, quelque peu excentrée par rapport à son réservoir de population. Nombreux sont ceux qui pensent qu'elle aurait été beaucoup mieux située à Bathurst. Les étudiants du Nord-Est sont distants de l'Université de 200 km (Tracadie, 140 milles) à 430 km (Saint-Quentin, 270 milles). Quant à la zone la plus

---

<sup>39</sup> Rapport LAURENDEAU-DUNTON, *op. cit.*, Livre II, p. 104.

française, celle du Madawaska, elle se trouve à plus de 450 km (Edmunston, 310 milles). Il est aisé de comprendre que les trois comtés les plus francophones n'ont fourni que 28.3% des effectifs de l'Université en 1967-68. Le Gloucester et le Restigouche ne fournissant pour leur part que 11.4% et 5.0% des étudiants. Malgré la présence des collèges, c'est un nombre beaucoup plus important qui devrait venir du Nord si l'Université de Moncton avait un pouvoir d'attraction dépassant nettement les limites de Westmorland (36% des effectifs).<sup>40</sup> Il est évident que les distances n'ont pas le même sens en Amérique du Nord et en Europe, mais si l'Université de Rennes devait servir de pôle d'attraction intellectuelle de Brest à Rouen, il y aurait certainement des zones d'ombre.

*D'origine pauvre, empêtrés dans le bilinguisme, les élèves acadiens doivent en plus parcourir des distances déraisonnables pour bénéficier des services d'un personnel enseignant trop souvent sous-qualifié.*

#### d) Conclusion

Nous voudrions ici reprendre les conclusions faites à l'occasion d'une autre étude et que nous pensons pouvoir étendre à toute la région.

« Quels sont les effets socio-économiques et culturels que nous pouvons dégager à la lumière de nos constatations précédentes ? Sur un plan strictement économique, la région ne peut et ne pourrait fournir les hommes nécessaires pour occuper des tâches exigeant un niveau d'éducation et de spécialisation élevé.

« Les quelques individus qui ont reçu une éducation supérieure ne pourront trouver d'offre d'emploi susceptible de les attirer, attraction qu'ils subiront d'autant moins qu'elle s'oppose à celle des centres urbains. Ceux-ci leur offrent non seulement des emplois, en accord avec leur formation, mais répondent également à toutes les attentes qu'ils ont développées au contact de la ville, leurs nouvelles demandes culturelles ne pouvant être satisfaites dans la région. Notre population s'en verra « écrémée », vidée de sa jeune élite potentielle ; cette sélection va entraîner un monolithisme sociologique : la diversité ne sera plus suffisante pour susciter les changements sociaux attendus précisément par la population et nécessités par la conjoncture. Les chances objectives de voir apparaître un esprit comme des initiatives d'innovations seront très faibles. Les innovateurs faisant défaut, les notables traditionnels en verront leur autorité et leur influence d'autant moins remise en question. Ils resteront ceux qui définissent l'idéologie acceptée par le milieu.

« Le retard en matière d'éducation formelle ainsi que la lenteur de progression d'une génération à l'autre peuvent être considérés comme un phénomène normal pour deux raisons déjà évoquées : l'isolement géographique de la région et ses normes culturelles. Son caractère insulaire freine, dans une certaine mesure,

<sup>40</sup> A. EVEN, J.P. HAUTECOEUR, « L'Université de Moncton, Image de la situation socio-économique de la population francophone du Nouveau-Brunswick », *La Revue de l'Université de Moncton*, mai 1968, tableau 7, p. 48.

le contact avec les modèles extérieurs à la communauté et, de ce fait, solidifie les normes et habitudes existantes. L'attachement très marqué à une région où un niveau élevé d'éducation n'est pas nécessité par les types d'occupations professionnelles, n'est pas pour encourager la population à transmettre des attitudes positives à l'égard de l'éducation. Des aspirations à un niveau d'éducation élevé ne pourront être transmises dans un milieu social où le fait d'avoir dépassé la huitième année sera perçu comme un signe du passage dans le « monde des instruits ».

« Si l'enquête nous a permis d'observer une paupérisation relativement croissante sur le plan économique et, comme nous l'avons constaté, sur le plan scolaire, celles-ci ne sont que le reflet d'une paupérisation croissante sur le plan culturel. Elle se concrétise par un monolithisme au niveau des idées, des comportements et des attitudes.

« Si l'on peut souhaiter une amélioration des infrastructures et particulièrement du niveau de qualification des enseignants des solutions d'ordre culturel ne peuvent être considérées, selon nous, comme suffisantes. Le retard est aussi l'effet d'une différenciation culturelle qui ne saurait être ignorée lors des prises de décision. » <sup>41</sup>

Le développement ne saurait survenir sans le développement de l'éducation, c'est devenu un sophisme de le dire. Cependant s'il est un domaine qui dépasse de beaucoup la simple distribution de fonds, c'est bien celui-là. Cette région sous-éduquée ne pourra sortir de cet état que lorsque la société aura retrouvé ses racines et que sa culture sera véritablement devenue le « lieu de l'homme ». <sup>42</sup>

## II. LA DOMINATION CULTURELLE DES ACADIENS

« L'auteur de ce livre est un Québécois, un Canadien français, un colonisé, un prolétaire et un baptisé, par conséquent un être extrêmement frustré pour qui la « liberté » n'est pas une question métaphysique mais un problème très concret. »

Pierre VALLIÈRES,  
*Nègres blancs d'Amérique*,  
Paris, Maspéro, 1969, p. 15.

Tous les « parlant français » du Canada sont loin d'avoir une vision aussi révolutionnaire de leur condition. Cependant, l'Anglais reste pour beaucoup « le maudit anglais », pour ne pas dire « le christ d'anglais ». Il faut noter que si une bonne partie des maux du francophone du Canada sont rejetés sur l'Anglais, le Canadien français n'hésite pas à s'en prendre à lui-même et, chez certains, cette remise en cause de leur communauté est violente et n'a d'égal que leur nationalisme.

<sup>41</sup> C.S.A., *Rapport préliminaire de l'enquête*, op. cit., pp. 86-87.

<sup>42</sup> F. DUMONT, *Le lieu de l'homme*, HMH, Montréal, 1968.

L'Acadien qui n'a pas le cadre politique du Québécois a une attitude beaucoup plus ambiguë à l'égard des Anglais. Il est héritier de cette tradition de « bonne entente » qui doit officiellement régir les rapports ethniques. Il est, cependant, des jeunes qui n'admettent pas les conséquences de leur minoration et regardent vers certains Québécois pour les imiter ou les rejoindre.

a) *La situation ethnique*

Les rapports ethniques s'insèrent dans l'histoire des deux communautés. Si les Acadiens gardent le souvenir de leur échec et sont marqués par la domination, les Anglais se sentent maîtres de leur destin et comprennent mal la résistance des francophones à l'assimilation.

*Historique.* De toutes les régions du Canada, les Provinces Maritimes ont connu les premières le plus de mélange ethnique. Les historiens de la colonisation nous rapportent qu'en plusieurs occasions des groupes anglais et des groupes français vécurent ensemble sans trop de difficultés. Les Acadiens, jaloux de leur indépendance, commerçaient avec la Nouvelle-Angleterre sans trop se soucier des directives de la Nouvelle-France. Cependant, la confiance ne fut jamais totale et lorsque les Acadiens durent devenir des citoyens de « sa gracieuse majesté », ce ne fut pas sans heurt et sans drame.

La lutte de suprématie entre la France et l'Angleterre se dénoua en 1755 lorsque Lawrence prit l'initiative d'expulser la population acadienne. Le problème ethnique ne fut pas résolu pour autant, puisque quelques milliers revinrent s'installer le long des côtes et la minorité française continua à se développer, malgré l'arrivée massive des *Loyalistes* et des colons écossais ou irlandais.

Après un siècle d'écrasement et de lente réorganisation, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle prit pour les Acadiens une tournure nationaliste. La survivance acadienne se voulait gardienne des grandes valeurs transmises par les ancêtres. Les Britanniques qui connaissaient une agriculture et un commerce prospères se lancèrent dans l'industrie, les Acadiens, dans une certaine mesure, s'y refusèrent.

L'isolationisme des Français avait pour but de sauver les différenciations culturelles qui les distinguaient de « l'Anglais » : la langue et la religion. L'industrialisation et l'urbanisation vont amener les Acadiens à rompre leur isolement. Ils prennent alors conscience non seulement des différences mais aussi des inégalités.

Sans qu'il n'y eut jamais de tensions profondes entre les deux communautés, il y eut toujours un combat. Les sociétés secrètes tant du côté anglais (Orangistes) que du côté français (Ordre de Jacques Cartier, ou « patente ») sont là pour en témoigner. En effet, si l'idéologie officielle n'a

jamais professé que les deux communautés pouvaient avoir des intérêts divergents ou contraires, certains extrémistes de langue anglaise ont toujours été organisés pour empêcher les « papistes » d'occuper les postes de responsabilité. La lutte contre le catholique s'est conjuguée avec la lutte contre le français et, sans qu'il y eut violence, l'efficacité des loges orangistes fut telle que des élites francophones se regroupèrent, elles aussi, en société secrète pour accroître leur solidarité.

*Le rapport de force.* Le problème qui se pose à la communauté française sur l'ensemble du Canada se pose au Nouveau-Brunswick pour le groupe acadien. La population d'origine ethnique française représentait, en 1961, 30.4% du Canada et 38.8% du Nouveau-Brunswick. Dans les deux cas nous avons à faire à une forte minorité qui accepte de moins en moins son statut minoritaire.

Si la proportion des gens de langue française est sensiblement la même au Canada depuis sa fondation, ce n'est pas tant que la « revanche des berceaux » ne fut pas efficace mais que les immigrants ont opté pour l'anglais. Au Nouveau-Brunswick, où l'immigration fut quasiment nulle, la proportion des francophones n'a fait que progresser.

TABLEAU 15

*Répartition de la population du Nouveau-Brunswick selon l'origine ethnique, 1871-1961.*

ANNÉE	POPULATION	ORIGINE ETHNIQUE			
		Française %	Anglaise %	Autre %	Total %
1871 .....	285,954	16.0	80.0	4.0	100
1881 .....	321,233	17.6	76.5	5.9	100
1891 .....	321,236	18.9	75.0	6.1	100
1901 .....	331,120	24.1	71.7	4.2	100
1911 .....	351,889	28.0	65.6	6.4	100
1921 .....	387,876	31.0	65.2	3.8	100
1931 .....	408,219	33.6	62.6	3.8	100
1941 .....	475,401	35.8	60.5	3.7	100
1951 .....	515,697	38.3	57.1	4.6	100
1961 .....	597,936	38.8	55.2	6.0	100

SOURCE : R. DELAGARDE, *Essai pour tenter la délimitation d'un territoire d'aménagement au N.-B.*, thèse de maîtrise en sociologie, Québec, Université Laval, 1965.



Cette progression continuelle des francophones s'est stabilisée dans les années cinquante et il y a tout lieu de penser que la proportion ne changera guère dans les années à venir. Si les comtés français connaissent encore des taux de natalité légèrement supérieurs à ceux des comtés anglais, la plus forte émigration des français rétablit l'équilibre.

Sur les 232,127 Néo-Brunswickois d'origine ethnique française, le Territoire pilote dans les limites des comtés de Gloucester et Restigouche en comptait 84,546, soit 36.4% des francophones de la Province. Plus du tiers des Acadiens du Nouveau-Brunswick sont donc concentrés dans le territoire à aménager ce qui fait de la côte nord une région que l'on peut considérer comme française.

TABLEAU 16

*La population d'origine ethnique française, 1961.*

	POPULATION TOTALE	POPULATION FRANÇAISE	
	N	N	%
Canada .....	18,238,247	5,540,346	30.4
Nouveau-Brunswick	597,936	232,127	38.8
Territoire pilote .....	107,316	84,546	78.8
Gloucester .....	66,343	56,543	85.2
Restigouche .....	40,973	28,003	68.3

SOURCE : B.F.S., *Recensement du Canada, 1961.*

S'ils sont majoritaires au sein du Territoire pilote, les francophones n'y subissent pas moins la loi de la majorité provinciale et, pourrions-nous dire, ne sont pas véritablement « maîtres chez eux ».

*Assimilation.* Estimer la population francophone du Nouveau-Brunswick en terme ethnique et non linguistique conduit à camoufler un phénomène quasi irréversible : l'assimilation. L'on peut considérer un individu comme linguistiquement assimilé lorsqu'il ne parle plus la langue de son groupe ethnique. Il est possible qu'il garde encore des liens culturels avec sa communauté d'origine mais ses descendants risquent fort de s'intégrer totalement au groupe de leur langue maternelle. Officiellement, est considéré comme assimilé celui qui n'a pas comme langue maternelle celle de son groupe ethnique d'origine.

*La résistance des Acadiens du Nouveau-Brunswick fut longtemps efficace* puisqu'en 1941 ils ne comptaient encore que 6.5% d'assimilés. L'urbanisation rapide des vingt dernières années a accéléré le processus, au point de porter le pourcentage d'assimilés à 12.1% en 1961.<sup>43</sup> Cette assimilation, qui est le fait de toutes les minorités au Canada, a été moins sensible dans le Territoire pilote où la communauté française est plus homogène et surtout plus rurale.<sup>44</sup>

TABLEAU 17

*Taux d'assimilation des francophones, Canada et Nouveau-Brunswick, 1961.*

	POPULATION D'ORIGINE ETHNIQUE FRANÇAISE	POPULATION DE LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE	ASSIMILÉS	
			N	%
Canada .....	5,540,346	5,123,151	417,195	9.9
Nouveau-Brunswick	232,127	210,530	21,734	12.1
Territoire pilote .....	84,546	81,530	3,016	3.6
Gloucester .....	56,543	56,555	— 12	— 0.02
Restigouche .....	28,003	24,975	3,028	10.8

SOURCE : B.F.S., *Recensement du Canada*, 1961.

Si l'on s'en tient à la langue et non plus à l'origine ethnique, les francophones ne sont plus 38.8% mais tout simplement 35.2% de la population du Nouveau-Brunswick ; quant au Territoire pilote, ce n'est plus 78.8% mais 75.9%. Ceci peut apparaître comme une querelle de chiffres mais ces données ont une importance psychologique capitale. L'assimilé n'est pas seulement celui qui a perdu la langue de ses ancêtres, c'est aussi celui qui tous les jours doit utiliser une langue qui n'est pas la sienne.

Le premier indice qui atteste de la domination de la langue anglaise est celui du bilinguisme qui est surtout réservé aux Français. Si un unilingue anglais peut vivre quasiment sans difficulté au Canada, c'est loin d'être le cas de l'unilingue français.

<sup>43</sup> Rapport LAURENDEAU-DUNTON, *op. cit.*, Livre I, tableau 7, p. 33.

<sup>44</sup> Dans les provinces autres que le Québec (1.6%) et le Nouveau-Brunswick (12.1%), l'assimilation est très rapide : en 1961 on recensait 85.2% d'assimilés à Terre-Neuve, 56.9% en Nouvelle-Écosse, 55.1% sur l'Île-du-Prince-Édouard, 37.7% en Ontario, 30.3% au Manitoba, 43.2% dans le Saskatchewan, 49.7% en Alberta et 64.7% en Colombie-Britannique. (Rapport LAURENDEAU-DUNTON, *op. cit.*, Livre I, tableau 1, p. 33).

TABLEAU 18

*Répartition des bilingues selon l'origine ethnique,  
Nouveau-Brunswick et Territoire pilote, 1961.*

	ORIGINE FRANÇAISE			ORIGINE NON FRANÇAISE		
	Popula- tion	Bilingues		Popula- tion	Bilingues	
	N	N	%	N	N	%
Nouveau-Brunswick	232,127	98,446	42.4	365,809	15,029	4.1
Territoire pilote .....	84,546	29,204	34.5	22,770	4,417	19.4
Gloucester .....	56,543	17,405	30.8	9,800	1,855	18.9
Restigouche .....	28,003	11,799	42.1	12,970	2,562	19.8

SOURCE : B.F.S., *Recensement du Canada*, 1961.

Dans les secteurs où les français sont nettement majoritaires, comme dans le Territoire pilote, plus du tiers d'entre eux sont obligés d'utiliser l'anglais alors que c'est le cas pour seulement 19% des anglais minoritaires. Il faut évidemment sortir du cadre régional pour comprendre cette suprématie de l'anglais qu'a encouragée le système scolaire.

« Ce sont surtout les personnes de langue maternelle française qui sont bilingues au Canada. Si environ 30% des personnes dont la langue maternelle est le français connaissent aussi l'anglais, chez les personnes de langue maternelle non française, moins de 5% connaissent le français. Le premier groupe, qui ne compte que 28% des Canadiens, fournit 70% des bilingues du pays tandis que le second, qui réunit 72% de la population canadienne, n'en fournit que 30%. »<sup>45</sup>

Cependant, il faut être prudent dans l'interprétation de ces données car *le bilinguisme connaît des degrés très divers* et peut aller de celui qui utilise, de fait, une autre langue que sa langue maternelle jusqu'à celui qui ne connaît que quelques bribes d'une deuxième langue. Dans notre travail sur le bilinguisme, nous avons voulu véritablement doser l'utilisation de la langue française par les francophones et établir une véritable échelle de la *pratique linguistique* au Nouveau-Brunswick. La construction d'une telle échelle a pour but de hiérarchiser une relation, de doser les variations d'intensité d'un rapport social.

« La population francophone n'a pas un comportement linguistique identique suivant les domaines d'application de la langue. Il est des lieux où le français reste la langue de la majorité alors que, dans d'autres, le pourcentage de ceux qui

<sup>45</sup> Rapport LAURENDEAU-DUNTON, *op. cit.*, Livre I, p. 40.

l'utilisent se réduit considérablement. Nous avons posé comme hypothèse de départ que c'était au niveau des relations primaires que la langue maternelle était la plus conservée, hypothèse maintenant vérifiée par les échelles de pratique linguistique. » <sup>46</sup>

TABLEAU 19

*Pratique linguistique du français parlé et écrit, population de langue maternelle française, Nouveau-Brunswick, 1968.*

FRANÇAIS PARLÉ		FRANÇAIS ÉCRIT	
SECTEUR D'UTILISATION	Français qui utilisent le français %	SECTEUR D'UTILISATION	Français qui utilisent le français %
Avec les amis .....	88	Avec la parenté et aux amis ..	75
À la maison .....	86	Au service civil .....	50
À l'Église .....	85	À la Commission d'énergie ....	44
Avec le médecin .....	82	Pour affaires .....	43
Avec les confrères de travail ..	79	À la Compagnie de téléphone	37
Dans les petits magasins .....	78		
Au travail .....	73		
Avec les employés des postes	71		
Avec les patrons .....	68		
Au garage .....	68		
Au restaurant .....	65		
Au supermarché .....	64		
À la banque .....	63		
Avec la Commission d'énergie	54		
Avec les gouvernements .....	54		
Avec les téléphonistes .....	48		

SOURCE : *Le Bilinguisme à la Commission d'énergie du N.-B., op. cit., tableaux 3.14 et 3.15, p. 102.*

<sup>46</sup> P. DION, A. EVEN, J.P. HAUTECOEUR, *Le Bilinguisme à la Commission d'énergie du Nouveau-Brunswick*, Institut de Recherches en Sciences Sociales, Moncton, 1969, Volume I, p. 101.

L'échelle est constituée à partir des réponses aux questions qui furent posées sur la pratique linguistique. Il s'agit d'une pratique avouée et non pas forcément d'une pratique réelle. La variété des types de rapports linguistiques, depuis la conversation avec l'ami, qui est une relation personnalisée, jusqu'aux quelques phrases stéréotypées et impersonnelles échangées avec la téléphoniste, nous permet de mettre en évidence le lien existant entre la pratique de la langue maternelle et l'intensité du rapport.

Les données sont des plus significatives dans la mesure où elles nous permettent de subdiviser les francophones en trois grands groupes : ceux qui demeurent totalement fidèles à leur langue, ceux qui utilisent l'une ou l'autre des deux langues en fonction des circonstances et ceux qui, à toutes fins pratiques, sont déjà assimilés.

Il n'est pas aisé de savoir ceux que l'on doit considérer comme véritables membres d'une communauté francophone qui, selon les critères utilisés, varie en importance.

TABLEAU 20

*Importance numérique de la communauté francophone du Nouveau-Brunswick, selon les critères utilisés, 1960.*

CRITÈRE	PROPORTION DE FRANCOPHONES	
	%	Indice
Origine ethnique française .....	38.8	100
Langue maternelle française .....	35.2	90.7
Ceux qui parlent français .....	30.9	79.6
Ceux qui parlent toujours en français .....	16.9	43.6
Ceux qui écrivent toujours en français .....	13.0	33.5

SOURCE : Tableaux 15, 17, 19.

Il s'agit bien d'une véritable *anglicisation* d'une population française au sein de laquelle 35% des téléspectateurs regardent la télévision anglaise lorsque 1% seulement des téléspectateurs anglais regardent la télévision française.

Nous pourrions multiplier les exemples qui nous amèneraient à la même conclusion : *une bonne partie de la population d'origine française est anglicisée tandis que le reste est en voie d'assimilation.*

*Les implications de cette situation*

Dominés linguistiquement et culturellement, les francophones le sont économiquement. L'ordre des facteurs est peut-être inverse mais il s'agit d'une seule et unique domination.

*Inégalités socio-économiques.* Ne disposant pas de données quantitatives fondées sur l'appartenance culturelle, nous avons utilisé la trichotomisation de l'ensemble des comtés du Nouveau-Brunswick en fonction de l'importance du groupe francophone :

« Les statistiques établies par comtés nous autorisent à diviser la population totale de la province en trois groupes principaux : 1 — Les comtés francophones (plus de 80% de francophones) : Madawaska, Gloucester, Kent. 2 — Les comtés mixtes (20 à 80% de francophones) : Restigouche, Westmorland, Northumberland, Victoria. 3 — Les comtés anglophones (plus de 80% d'anglophones) : Sunbury, St. John, Queen's, Charlotte, Kings, Carleton, Albert. » <sup>47</sup>

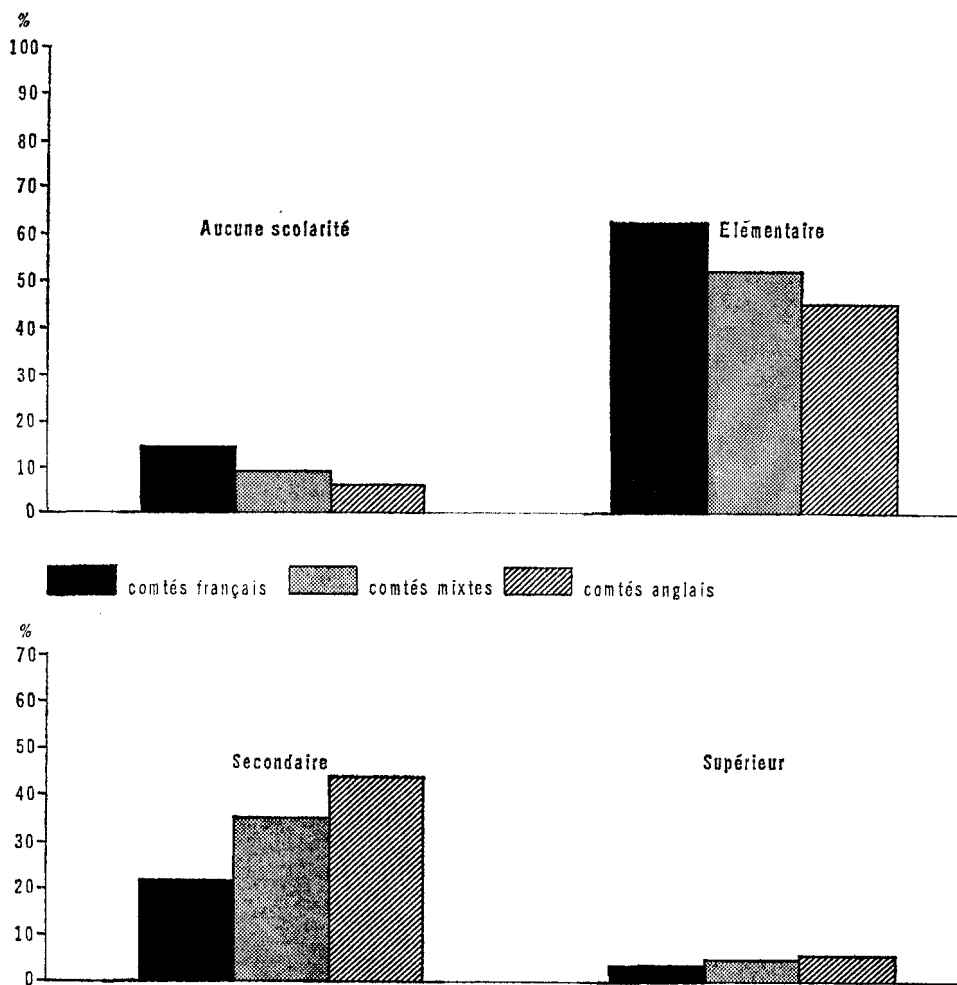
Nous remarquerons que quels que soient les critères que nous sélectionnerons, les inégalités seront d'autant plus fortes que le groupe des comtés sera plus francophone. Nous avons retenu quatre critères qui nous paraissent significatifs du niveau socio-économique d'une population : le niveau de scolarisation, le chômage, les revenus, l'émigration. Dans les quatre cas, nous allons comparer les données des « comtés français » (plus de 80% de français), des « comtés mixtes » (de 20 à 80% de français), et des « comtés anglais ».

Dans notre chapitre sur l'éducation nous avons signalé la situation précaire de l'enseignement francophone au Nouveau-Brunswick et il apparaît très nettement que l'Acadien n'a pas les mêmes chances que l'anglophone d'accéder à un niveau d'éducation élevé.

---

<sup>47</sup> A. EVEN, J.P. HAUTECOEUR, « L'Université de Moncton, image de la situation socio-économique de la population francophone du N.-B. », *op. cit.*, p. 42.

GRAPHIQUE 1



Laboratoire de Cartographie, Institut de Géographie, Université Laval.

*Niveau scolaire de la population ne fréquentant pas l'école, selon la dominante ethnique des comtés, Nouveau-Brunswick, 1961.*

TABLEAU 21

*Scolarisation selon la dominante ethnique des comtés, Nouveau-Brunswick, 1961.*

POPULATION DE 5 ANS ET PLUS NE FRÉQUENTANT PAS L'ÉCOLE					
	Aucune scolarité %	Élémen- taire 1 %	Secon- daire 2 %	Supérieur %	Total %
Canada .....	5.7	43.6	44.9	5.8	100
Nouveau-Brunswick	8.8	50.8	36.0	4.4	100
Comtés français .....	14.2	62.1	21.0	2.7	100
Comtés mixtes .....	9.3	51.5	35.3	3.9	100
Comtés anglais .....	6.1	45.3	43.5	5.1	100
POPULATION DE 5 ANS ET PLUS FRÉQUENTANT L'ÉCOLE					
	Maternelle %	Élémen- taire 1 %	Secon- daire 2 %	Supérieur %	Total %
Canada .....	3.6	72.3	21.5	2.6	100
Nouveau-Brunswick	0.5	79.1	18.6	1.8	100
Comtés français .....	0.2	83.6	15.0	1.2	100
Comtés mixtes .....	0.5	79.2	18.6	1.7	100
Comtés anglais .....	0.6	76.1	21.1	2.2	100

SOURCE : *Recensement du Canada*, 1961, tableau 74.

1 Grades 1 à 8.

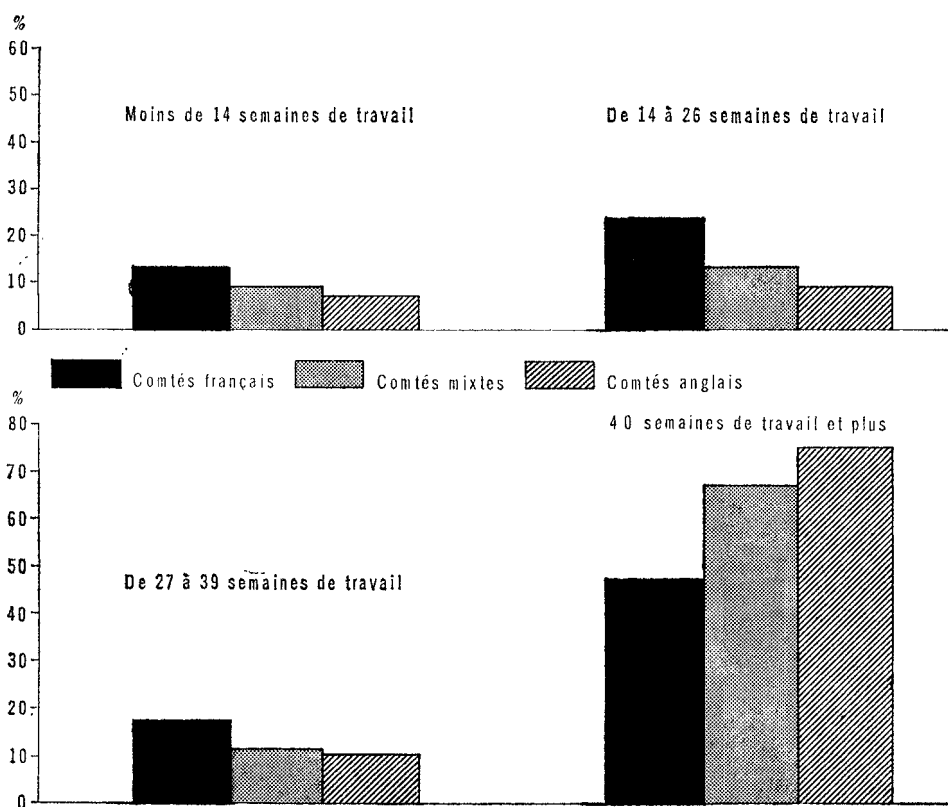
2 Grades 9 à 13.

Que 14% de la population des comtés français soit analphabète alors que c'est seulement le cas de 6% de la population des comtés anglais n'est pas le fait du hasard. Nous avons vu combien le système scolaire traditionnel défavorisait les francophones. Cette inégalité devant l'éducation se poursuit puisque la part des étudiants dans l'enseignement secondaire et supérieur est de 16.2% dans les comtés français et de 23.3% dans les comtés anglais.



Avant de pénétrer dans la vie active, le jeune francophone est déjà désavantagé. Y rentrant plus tôt et moins bien armé, il n'est pas étonnant qu'il connaisse très vite le chômage. Lié plus directement à l'économie, le chômage est un excellent critère pour mesurer la participation des deux communautés à la vie économique. Nous constatons un véritable sous-emploi des francophones qui les place dans une situation de dépendance économique et sociale à l'égard de la communauté anglaise.

GRAPHIQUE 2



Laboratoire de Cartographie, Institut de Géographie, Université Laval.

*Nombre de semaines de travail des salariés, selon la dominante ethnique des comtés, Nouveau-Brunswick, 1961.*

TABLEAU 22

*Chômage des salariés, selon la dominante ethnique des comtés, Nouveau-Brunswick, 1961*

	SEMAINES DE TRAVAIL				
	Moins de 14	14 à 26	27 à 39	40 et plus	Total
	%	%	%	%	%
Canada .....	6.4	7.5	8.6	77.5	100
Nouveau-Brunswick	8.5	12.6	11.2	67.7	100
Comtés français .....	13.4	22.6	16.9	47.1	100
Comtés mixtes .....	9.1	12.9	11.1	66.9	100
Comtés anglais .....	6.7	8.6	9.7	75.0	100

	SEMAINES DE CHÔMAGE			
	38 et plus	26 et plus	13 et plus	Total
	%	%	%	%
Canada .....	6.4	13.9	22.5	100
Nouveau-Brunswick	8.5	21.1	29.7	100
Comtés français .....	13.4	36.0	52.9	100
Comtés mixtes .....	9.1	22.0	33.1	100
Comtés anglais .....	6.7	15.3	25.0	100

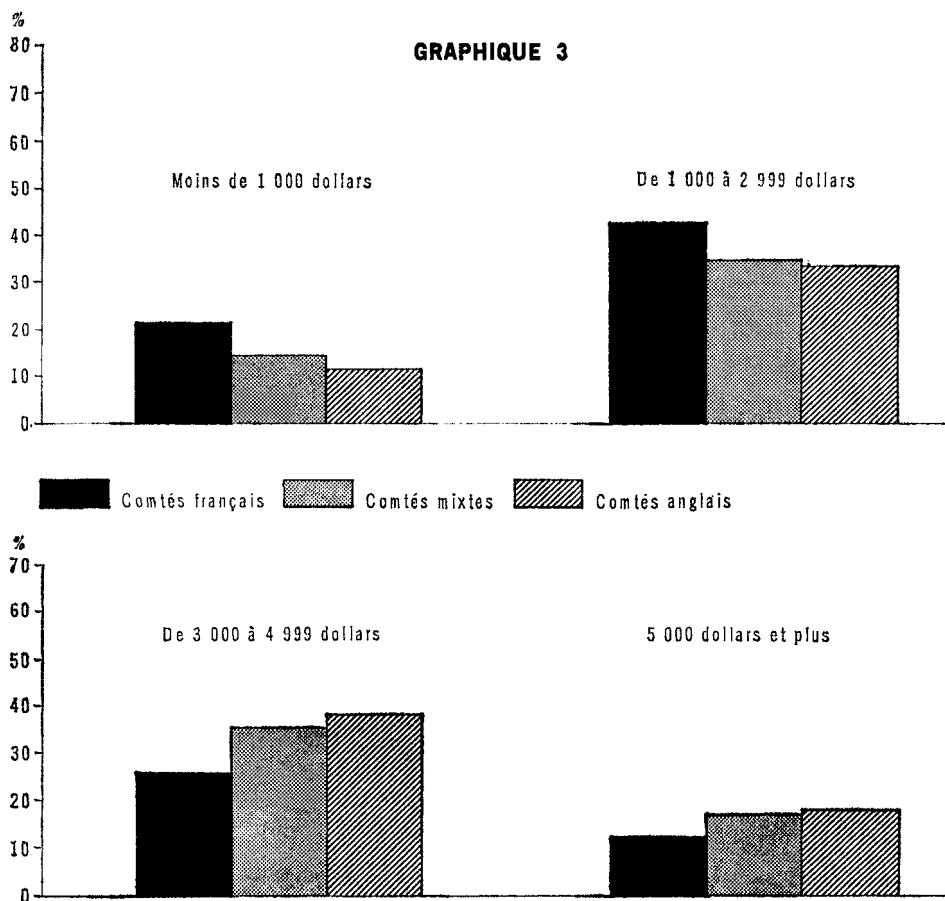
SOURCE : *Recensement du Canada, 1961, tableau 14.*

Le fait que la proportion des salariés ayant connu un chômage d'au moins treize semaines, en 1961, soit du quart dans les comtés anglais, du tiers dans les comtés mixtes et de plus de la moitié dans les comtés français, ne saurait s'expliquer uniquement par des considérations économiques. Sans vouloir prétendre que la force de travail francophone connaît une certaine ségrégation, force est bien de constater qu'elle est celle qui a le plus de difficulté à trouver un emploi stable.

D'un niveau d'instruction inférieur, plus du tiers de leur population connaissant le chômage plus de la moitié de l'année, les comtés français vont procurer aux ménages des revenus annuels relativement bas.

Si le seuil de pauvreté a été établi à 3,000 dollars par an en Amérique du Nord, on peut estimer qu'il est possible de l'abaisser légèrement pour une

région agricole.<sup>48</sup> Il n'en reste pas moins qu'une famille qui a moins de 3,000 dollars par année pour vivre connaît une certaine pauvreté tandis que celle qui a moins de 1,000 dollars est dans la plus profonde misère. Nous pouvons estimer que seulement 37% de la population des comtés français avait des revenus acceptables en 1961 (plus de 3,000 dollars) contre 56% dans les comtés anglais.



Laboratoire de Cartographie, Institut de Géographie, Université Laval.

*Revenus annuels des ménages, selon la dominante ethnique des comtés,  
Nouveau-Brunswick, 1961.*

<sup>48</sup> Nous devons tenir compte des difficultés de comptabiliser l'autoconsommation et du coût beaucoup moins élevé des logements.

TABLEAU 23

*Revenus annuels des ménages selon la dominante ethnique des comtés,  
Nouveau-Brunswick, 1961.*

	CLASSE DE REVENUS				
	Moins de \$1,000.	\$1,000. à \$2,999.	\$3,000. à \$4,999.	\$5,000. et plus	TOTAL
	%	%	%	%	%
Canada .....	10.1	21.5	37.2	31.2	100
Nouveau-Brunswick	13.8	34.8	34.7	16.7	100
Comtés français .....	21.0	42.1	25.1	11.8	100
Comtés mixtes .....	14.1	33.6	35.1	17.2	100
Comtés anglais .....	10.7	33.1	38.1	18.1	100

	REVENUS CUMULATIFS				
	Moins de \$1,000.	Moins de \$3,000.	Moins de \$5,000.	TOTAL	
	%	%	%	%	
Canada .....	10.1	31.6	68.8	100	
Nouveau-Brunswick	13.8	48.6	83.3	100	
Comtés français .....	21.0	63.1	88.2	100	
Comtés mixtes .....	14.1	47.7	82.8	100	
Comtés anglais .....	10.7	43.8	81.9	100	

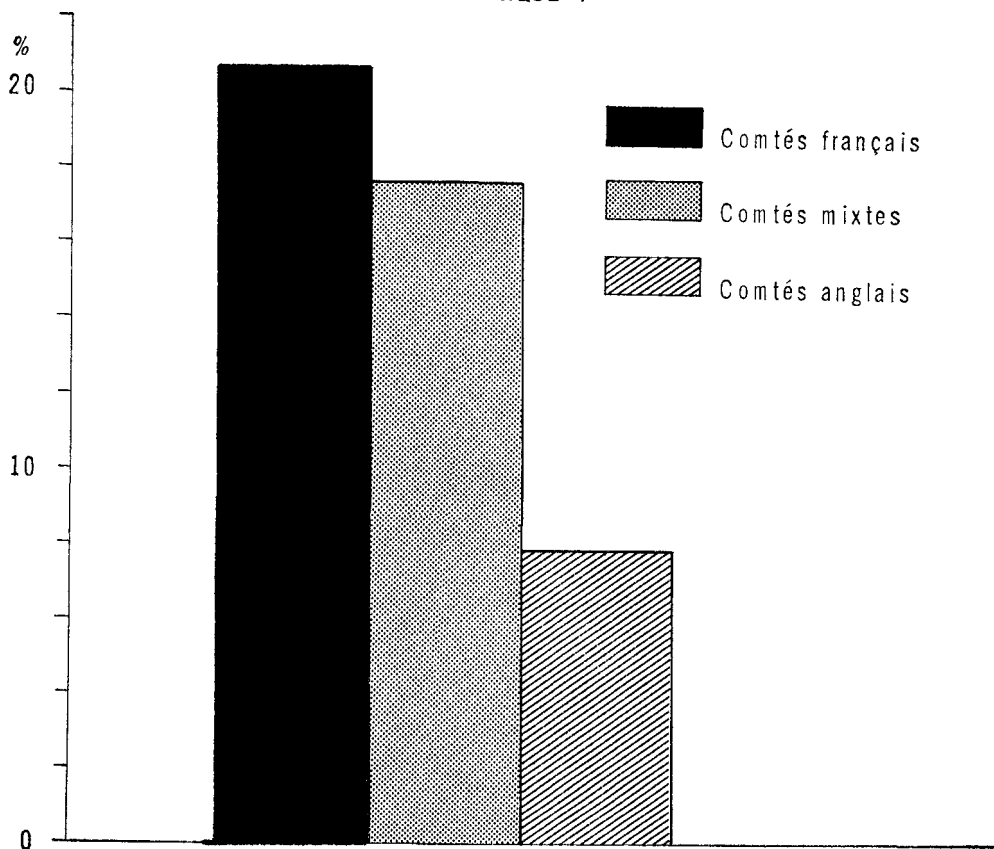
SOURCE : *Recensement du Canada, 1961, op. cit., tableau F 3.*

Qu'en dessous du seuil des 3,000 dollars se situent 22% des ménages canadiens, 35% de ceux du Nouveau-Brunswick, 63% de ceux des comtés français de cette province, nous semble une constatation qui se passe de commentaires.

Le fait que 21% des ménages des comtés français avaient des revenus inférieurs à 1,000 dollars par an est significatif de la misère qui règne dans de nombreuses familles acadiennes. C'est sans doute le meilleur indice de cette pauvreté qui va devenir insupportable pour les jeunes et les encourager à partir.

Nous comprenons aisément que l'émigration, si elle est un phénomène que l'on rencontre sur tout le territoire du Nouveau-Brunswick, va se trouver accentuée dans les comtés français. Ces handicaps économiques que nous avons notés (chômage, bas revenus) vont amener les populations francophones à quitter la Province en plus grand nombre. La liberté d'émigrer ou de demeurer sur la terre de ses ancêtres n'est pas la même pour tous.

GRAPHIQUE 4



Laboratoire de Cartographie, Institut de Géographie, Université Laval.

*Émigration, selon la dominante ethnique des comtés, Nouveau-Brunswick, 1961.*

TABLEAU 24

*Émigration, selon la dominante ethnique des comtés, Nouveau-Brunswick, 1961.*

	POPULATION 1		ÉMIGRATION 2	
	Réelle (1961)	Théorique (1966)	Moyenne annuelle	Taux annuel moyen %
Comtés français .....	131,993	146,759	2,883	20.7
Comtés mixtes .....	204,399	226,773	3,773	17.5
Comtés anglais .....	266,544	287,284	2,109	7.7

SOURCE : A. EVEN, J.P. HAUTECŒUR..., « L'université de Moncton, image de la situation économique des francophones du Nouveau-Brunswick, » *op. cit.*, tableau VI, p. 48.

<sup>1</sup> La population théorique en 1966 est obtenue en ajoutant l'accroissement naturel à la population effective de 1961.

<sup>2</sup> Le taux annuel est calculé en rapportant l'émigration annuelle moyenne à la population moyenne entre 1961 et 1966.

Que le taux moyen d'émigration annuelle soit de 21% dans les comtés français et de 8% dans les comtés anglais, c'est la meilleure preuve des difficultés économiques que connaît la population francophone. Nombreux sont ceux qui n'ont pas d'autre choix que de fuir la terre acadienne dont ils ne sont pas, cette fois, « officiellement » chassés.

Toutes ces constatations sont la preuve évidente qu'il n'est pas économiquement bon de naître dans une famille de langue française au Nouveau-Brunswick. Nous pourrions même dire qu'elles sont le signe évident d'une *domination de la communauté française par la communauté anglaise* ; une différence aussi nette de conditions de vie entre deux groupes vivant sur un même territoire ne peut qu'évoquer en nous l'idée d'une certaine forme de colonisation.

Ces inégalités socio-économiques sont perçues au niveau de la conscience de la communauté acadienne mais le plus souvent elles sont acceptées. Replié sur lui-même, le groupe francophone ne communique pas en profondeur avec le monde anglais qui lui affiche parfois une nette hostilité.

*Isolement des deux communautés.* Le brassage des populations dans le monde du travail peut faire croire que l'idéologie officielle a raison et que les deux communautés pratiquent la « bonne entente ». En fait, leur isolement respectif est certain et, si l'on examine les relations privilégiées que

constituent celles avec les amis, il apparaît que les deux communautés vivent côte à côte sans se connaître. Lorsqu'au cours de l'enquête sur la pratique linguistique il fut demandé aux enquêtés de dire à quel groupe ethnique appartenaient les amis qu'ils fréquentaient le plus souvent, 92% des anglais désignèrent des amis anglais et 88% des français désignèrent des amis français.<sup>49</sup> L'interpénétration véritable des deux communautés est inexistante ; elles vivent en véritable « isolat ».

« Cette réalité est celle de deux groupes coexistants et justaposés qui ne communiquent jamais directement à l'exception d'une minorité d'origine francophone acculturée et relativement intégrée à la culture du groupe anglophone (...) »

« En effet, si une partie de la population francophone utilise la langue anglaise de façon quasi permanente dans les secteurs d'activité tels que le travail, les relations commerciales ou encore la lecture des quotidiens et revues, et si la majorité de cette population partage avec la population anglophone certains cadres de références identiques, il reste que les deux groupes linguistiques recouvrent des différences psycho-sociologiques fondamentales. »<sup>50</sup>

*Cet isolement peut d'ailleurs aller de l'indifférence à la franche hostilité.*

Il est curieux de remarquer que la communauté française, bien que dominée, accepte beaucoup plus facilement cette situation que la communauté anglaise qui craint une renaissance du fait français, étant donné la politique de bilinguisme des gouvernements.

Il ne faut pas cacher qu'il y a parfois de la haine qui se dégage lorsque l'on aborde les problèmes linguistiques et ethniques. Pour bon nombre de Canadiens-anglais leur langue doit s'imposer comme elle s'est imposée aux États-Unis et ils ne comprennent guère pourquoi tant d'importance est donnée au français. Ils voient là une résultante des agitations du Québec que certains ont vite fait de qualifier de communistes. Paradoxalement, il est peut-être un point sur lequel anglophones et francophones du Nouveau-Brunswick sont d'accord, c'est leur hostilité à l'égard du Québécois, les uns pour des raisons d'ordre politique, les autres pour des motifs d'ordre culturel. Le Québécois n'est-il pas à l'Acadien ce que le « Français de France » est aux deux c'est-à-dire « un péteu de Brew » (fanfaron) « chanteu de pomme » (baratineur, fleureteur), quelqu'un qui serait prêt à remplacer le « colonialisme » anglais par sa propre domination ?

Si le « *God damned french* » est le pendant du « maudit anglais », ce n'est pas seulement par héritage du passé, c'est aussi parce que les deux communautés, forcées de vivre ensemble, se supportent mais pas toujours avec plaisir.

<sup>49</sup> *Le bilinguisme à la Commission d'Énergie du N.-B., op. cit., volume I, pp. 107-108.*

<sup>50</sup> *Id.*, p. 142.

C) *Domination culturelle et développement*

La domination anglaise est ressentie par les francophones et devient partie intégrante de leur culture. L'Acadien, dominé pendant trois siècles, s'est forgé une âme de « damné de la terre ». Si nous substituons les termes anglais et français aux termes colon et colonisé cette phrase de F. Fanon s'applique presque parfaitement à la situation :

« Le monde du colon (de l'anglais) est un monde hostile qui rejette, mais dans le même temps c'est un monde qui fait envie, le colonisé (le français) rêve toujours de s'installer à la place du colon (de l'anglais). Non pas de devenir un colon (anglais), mais de se substituer au colon (à l'anglais). » <sup>51</sup>

Les chocs destructeurs des civilisations traditionnelles, que nous rencontrons dans les pays colonisés ou dominés, existent sous une autre forme mais existent dans cette région. Les valeurs qu'il faut respecter ne sont plus seulement celles de la communauté d'appartenance mais aussi celles de la communauté dominante.

« La majorité des francophones reconnaît la supériorité de la langue anglaise dans l'échelle de prestige. Ce n'est pas seulement la langue de la majorité, c'est aussi la langue majeure. Le français serait à la limite une langue de ghetto, défigurée, plutôt parlée qu'écrite, une langue qu'il faut abandonner, voire même cacher quand on va à l'extérieur. « Le français c'est la langue des pauvres », la langue pauvre des pauvres... Ainsi, l'appauvrissement de la langue, cet élément fondamental de la culture, consacre donc l'acculturation de la minorité francophone en milieu anglais. » <sup>52</sup>

Cette acculturation des Acadiens est lourde de conséquences car toute société en état d'acculturation perd son dynamisme en perdant sa personnalité.

« L'un des effets les plus lourds de cette action, redisons-le, c'est que, dans une société donnée, elle dissocie la liaison nature-culture qui était propre à cette société. Elle le fait d'abord en dévaluant la culture indigène. Elle imprime un désaxement général à toutes les catégories de la vie locale. » <sup>53</sup>

« Un maître étranger était venu, interceptait leur héritage. Ils étaient pour longtemps dépossédés de la Nature, et de leur nature. » <sup>54</sup>

*Il s'agit en effet sur le plan culturel d'une véritable colonisation* et l'on peut trouver chez l'Acadien des traits qui sont dignes du « portrait d'un colonisé ». <sup>55</sup>

<sup>51</sup> F. FANON, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1968, p. 18.

<sup>52</sup> *Le Bilinguisme à la Commission d'énergie du N.-B., op. cit., volume I*, pp. 169-171.

<sup>53</sup> J. BERQUE, *Dépossession du Monde*, Paris, Seuil, 1964, p. 101.

<sup>54</sup> J. BERQUE, « Préface », *Les Québécois*, Paris, Maspero, 1967. (Parti-pris.)

<sup>55</sup> A. MEMMI, *Portrait d'un colonisé*, Paris, Pauvert, 1966.



« On pourrait dire que la reconnaissance des problèmes du sous-développement est liée, pour une part, à la découverte de ces déséquilibres graves que crée la mise en rapport de sociétés inégales en puissance. »<sup>56</sup>

L'assimilation linguistique et culturelle a rompu l'équilibre d'une société acadienne qui, en état de rupture, n'a pas de dynamisme nécessaire pour assurer son propre développement. Certains jeunes d'ailleurs ne voient d'issue à leur sous-développement que dans un combat qui s'apparenterait à celui de la décolonisation. Il faudra nous souvenir que la condition première de la majorité de ces déshérités de la « North Shore » c'est d'être français et d'en porter les contradictions jusque dans l'appellation de leur région.

Alain EVEN

*Faculté de droit et des sciences économiques,  
Université de Rennes.*

---

<sup>56</sup> G. BALANDIER, « La mise en rapport des sociétés différentes, » *Le Tiers-Monde, sous-développement et développement*, Paris, P.U.F., 1956, p. 120.